



Assemblée nationale

journal des Débats

Troisième session — 30^e Législature

Le vendredi 25 avril 1975

Vol. 16 — No 18

Président: M. Jean-Noël Lavoie

Table des matières

Dépôt de documents	
Hydro-Québec	531
Questions des députés	
Intégrité du territoire	531
Application de la loi 22	533
Programme ARDA	533
Télécâble et la compagnie Bell	533
Grains de provende	534
Projet d'une exposition Agri-Québec	535
Placement étudiant	535
Conflit de l'amiante à Thetford	537
Question de privilège	
Séance de commission sur le cinéma	538
M. Camille Samson	538
Motion pour faire siéger la commission de l'éducation	
Vote sur la motion	539
Travaux parlementaires	540
Motion de M. Robert Burns concernant le député de Taillon	
M. le Président	540
M. Guy Leduc	541
M. Robert Burns	541
M. Bona Arsenault	546
M. Yves Tardif	547
M. Gérard D. Levesque	551
Motion d'amendement	552
M. Robert Burns	553
Vote sur la motion d'amendement	554
Ajournement	554

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

***Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7***

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

(Dix heures huit minutes)

M. Lavoie (président): A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.

M. Léger: M. le Président, je voudrais vous demander s'il serait possible que nous attendions l'arrivée de plus de ministres que cela. Nous avons une période des questions et il y a à peine huit ministres!

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! Un peu de silence, messieurs. Un peu de silence, s'il vous plaît!

M. Léger: Je vous ai demandé une directive.

Le Président: Je n'ai aucune directive à donner sur ce sujet.

M. Léger: M. le Président, j'invoque le règlement, question de privilège. Le vendredi matin, pour un député de l'Opposition...

Le Président: A l'ordre!

M. Léger: ...c'est son privilège...

Le Président: A l'ordre, messieurs! De toute façon, nous ne sommes pas encore à la période des questions.

A l'ordre, s'il vous plaît! J'ai appelé les affaires courantes et le premier article des affaires courantes, c'est dépôt de rapports de commissions élues.

M. Léger: Est-ce que j'ai le droit, M. le Président, de soulever une question de privilège?

Le Président: Non, non, non, pas à ce moment-ci et je vous rappelle à l'ordre pour la deuxième fois.

S'il vous plaît, messieurs, un peu de silence; je demande votre collaboration.

Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom des députés.
Déclaration ministérielles.
Dépôt de documents.

DEPOT DE DOCUMENTS

Hydro-Québec

M. Levesque: M. le Président, au nom du ministre des Richesses naturelles, qu'il me soit permis de déposer le rapport annuel de 1974, états financiers et statistiques, de l'Hydro-Québec.

Le Président: Questions orales des députés.

M. Léger: M. le Président, j'invoque le règlement et je pose la question de privilège.

Il est inadmissible — et c'est mon droit de député à l'Assemblée nationale de l'exiger au moment de la période des questions — de voir qu'il y a une absence régulière et systématique le vendredi matin et spécialement ce matin. Le député qui s'occupe des sports est parti en Afrique, je le comprends, il est absent. Le député responsable du COJO et de la langue est absent; le ministre responsable de l'Industrie et du Commerce est absent; le ministre de la Justice est absent; le premier ministre est absent...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. Léger: ...le ministre des Finances...

Le Président: A l'ordre! Est-ce que je pourrais vous demander de prendre votre siège quand je me lève? Bon! Vous avez soulevé votre question de privilège, vous n'avez pas à faire rénumération totale. Vous avez le droit de rétablir... Votre question de privilège a été soulevée, nous la recevons et nous allons passer maintenant à la période des questions.

Questions orales des députés.

L'honorable chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS DES DEPUTES

Intégrité du territoire

M. Morin: M. le Président, il y a quelque temps, le ministre d'Etat aux Affaires intergouvernementales, également ministre de la Fonction publique, fait un grand discours à Hull dans lequel il était question de l'intégrité du territoire québécois, laquelle devait "être maintenue à tout prix". Je mentionne cela par manière de préambule. Le ministre ajoutait que l'une des conditions au rétablissement de relations intergouvernementales normales dans cette région du Québec était l'abandon définitif, de la part du gouvernement central, de toute velléité d'établir sous quelque forme que ce soit un district fédéral.

A la lumière de ces déclarations, j'aimerais demander au ministre d'Etat aux affaires intergouvernementales s'il a pris connaissance des déclarations récentes du directeur général adjoint de la Commission de la capitale nationale, un M. Jos Kirchner, qui déclarait récemment que son organisme était en train de négocier l'achat d'un certain nombre de propriétés au centre de la ville de Hull et, notamment, de propriétés considérables sur la rue Montcalm, dans le but d'y élever de nouveaux édifices fédéraux. J'aimerais demander au ministre quelle position il entend prendre à cette occasion précise, à la lumière de ce qu'il nous a déclaré dans le passé. J'aimerais lui demander si le gouvernement fédéral n'est pas en train, subrepticement, de réaliser dans les faits le district fédéral sans, pour autant, que la loi ait été modifiée.

M. Parent: M. le Président, je pense qu'il faudrait d'abord rétablir les faits en disant que la position du gouvernement est claire; nous nous opposons à la formation d'un district fédéral juridique et

nous prenons les dispositions essentielles pour qu'il en soit de même dans les faits. En ce qui concerne l'acquisition de blocs de terrains par le gouvernement du Canada, le député de Sauvé devrait savoir que ce n'est pas le gouvernement fédéral qui, actuellement, fait l'acquisition de terrains mais bien la société Campeau Corporation, d'Ottawa, qui est à assembler des terrains dans le secteur dont vient de parler le chef de l'Opposition.

Il est vrai que nous avons un programme avec le gouvernement fédéral; il s'agit d'un comité que j'ai mis sur pied au mois de décembre 1973, voyant par là à empêcher que le gouvernement fédéral implante dans le secteur du centre-ville les huit édifices fédéraux qu'il devait implanter. Le gouvernement fédéral ayant acquis une partie de la propriété E.B. Eddy, le gouvernement du Québec, par mon entremise, s'est opposé à ce que ces terrains servent à la construction d'édifices fédéraux. Nous voulions préalablement obtenir qu'il y ait un changement de venue, à savoir quatre édifices seulement seraient situés au centre-ville, les quatre autres seraient situés dans un autre pôle d'activité, c'est-à-dire dans le secteur ouest de la ville, centre-ouest, et nous étions à préparer un plan.

Ce comité est en place, nous sommes à préparer le plan directeur, en collaboration avec le gouvernement fédéral. C'est le gouvernement du Québec, par mon entremise, qui a pris l'initiative de vouloir établir un autre pôle d'activité pour pouvoir relier les deux pôles par un mail. Dans le même contexte, c'est de là qu'est venu le programme que nous voulons réaliser sur les deux côtés du ruisseau de la Brasserie, pour amener, d'une part, le musée des sciences de la technologie. Tout cela se fait par le gouvernement du Québec, en collaboration avec le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Commission de la capitale nationale. Les achats de terrains qui peuvent se faire actuellement par la Commission de la capitale nationale sont à l'intérieur du programme qui a été préparé par nous devant desservir les fins pour lesquelles l'objectif a été fixé et, en même temps, répondre aux objections que nous avons à une concentration d'édifices fédéraux dans un même bloc de terrains.

M. Morin: J'ai une question additionnelle, M. le Président. J'aimerais demander au ministre, d'abord, qui est cette société Campeau. Pour le compte de qui agit-elle, pour le compte de qui rassemble-t-elle ces terrains dans le centre de Hull?

J'aimerais lui dire également que je sais très bien qu'il y a un projet d'édifices fédéraux. C'est dans ce cadre justement que je lui pose ma question. Etant donné la prolifération des édifices fédéraux de tous côtés, est-ce que le ministre n'est pas d'avis que cet achat progressif de parcelles de territoire québécois, en divers endroits dans la ville de Hull, n'est pas, justement, une façon de constituer un territoire fédéral, un district fédéral dit "national", sans le dire, tout simplement en l'accomplissant dans les faits?

M. Parent (Hull): M. le Président, sur le premier volet de la question du député de Sauvé, je lui dirai

que la société Campeau est une entreprise commerciale reconnue à travers le Canada comme l'une des trois plus grandes industries de la construction. Elle a le privilège, comme n'importe quel individu, d'acheter des blocs de terrains. Cette société a déjà acquis l'hôtel Standish Hall et les terrains avoisinants de gré à gré avec le propriétaire. Elle a acquis, ces derniers jours, un autre bloc de terrains connu comme l'hôtel Ottawa House. Cette compagnie a l'intention de faire des développements domiciliaires, commerciaux et autres dans le secteur de Hull. C'est en réponse à l'invitation que nous avons faite à cette firme, qui est une firme canadienne-française, à l'invitation que j'avais faite moi-même il y a au-delà de dix ans à cette société de bien vouloir prendre des intérêts du côté québécois.

Jusqu'ici, cette société a fonctionné en Ontario, en France, aux États-Unis; elle fonctionne à Montréal, à Sherbrooke et à Québec. Je ne vois pas pourquoi cette société ne pourrait pas venir prendre une part à l'expansion économique de la région de Hull. De l'autre côté il n'y a aucune prolifération du territoire, contrairement à ce que peut dire le député de Sauvé, par la présence d'édifices fédéraux. Moi, je crois au fédéralisme, ce en quoi le député de Sauvé ne croit pas. Je crois que, même sans qu'il y ait un district fédéral juridique, il est possible, pour une ville frontière comme Hull, vivant avec l'Ontario à cause de la présence des fonctionnaires fédéraux qui y travaillent, dont une quantité énorme sont nos citoyens... Je ne vois pas comment nous allons proliférer le territoire quand nous voulons avoir des édifices fédéraux à Hull et quand nous voulons, par ailleurs, que ces édifices soient situés dans des endroits qui conviennent à notre aménagement, mais non sur décision unilatérale, d'autre part.

C'est la raison pour laquelle celui qui vous parle est intervenu, justement pour que l'on respecte l'aménagement du territoire selon les fins du Québec et non seulement selon les fins pour lesquelles le fédéral le voulait. C'est dans cette optique que ce comité de travail, qui est dirigé par une équipe des Affaires intergouvernementales, est associé avec la Communauté régionale de l'Outaouais, avec la ville de Hull, justement pour faire les plans d'aménagement, pour que ces plans soient conformes à ce que le Québec désire du côté québécois de la capitale nationale.

Le Président: Dernière question additionnelle.

M. Morin: M. le Président, je pense que nous ne parlions pas exactement de la même chose. Je me rends compte, à la suite de la réponse qui m'a été donnée, que la société Campeau n'est pas ce dont je parlais. Lorsque je parle des terrains qui sont en voie d'achat par la commission fédérale, je pense aux terrains situés notamment aux 29 et 31 rue Montcalm. Ce ne sont pas des terrains achetés par la société Campeau, mais je crois qu'il s'agit d'une clinique médicale, d'un assez vaste édifice sur lequel la Commission de la capitale nationale a mis la main récemment. Est-ce que le ministre pourrait confirmer cela et nous expliquer en quoi cet achat est conforme aux politiques qu'il vient d'énoncer?

M. Parent (Hull): M. le Président, le député de Sauvé ne semble pas connaître la ville de Hull. Je pourrai lui dire que les propriétés qui longent la rue Montcalm, longent également le ruisseau de la Brasserie. Je lui ai dit, tout à l'heure, que le comité est en place. Il a été formé sous mon égide, en vue, premièrement, comme je l'ai dit, de la mise en valeur du ruisseau de la Brasserie, des deux côtés. En vue de la venue du musée des sciences de la technologie, le gouvernement fédéral a entrepris d'acquérir certaines propriétés. Nous détenons des blocs de terrain, le gouvernement du Québec ou nos organismes, de chaque côté du ruisseau de la Brasserie, justement pour nous permettre d'être à part entière dans la négociation de l'aménagement du territoire et de ne pas laisser une partie seulement être au détriment de l'autre.

M. Morin: Et la propriété dont je vous ai parlé?

M. Parent (Hull): La propriété de 29, 31 Montcalm dont le député de Sauvé parle, je sais à quoi il veut faire allusion. Il s'agit d'une propriété dont l'un des actionnaires de cette compagnie est le député fédéral de Hull. Il est en tractation avec la Commission de la capitale nationale pour vendre cette propriété au gouvernement fédéral, mais dans le cadre du programme que nous avons élaboré.

Le Président: Le député de Lafontaine.

Application de la loi 22

M. Léger: M. le Président, je vais poser ma question au leader du gouvernement pour lui demander de la transmettre au ministre de l'Éducation, à qui je voulais poser cette question ce matin.

Est-ce que le leader pourrait demander au ministre de l'Éducation s'il a pris connaissance des statistiques publiées, hier, par la Commission des écoles catholiques de Montréal, qui montrent que la loi 22 n'a absolument rien changé, en ce qui concerne l'assimilation par le secteur anglophone de 90% des Néo-Québécois, chez les jeunes enfants, donc que cela favorise le statu quo, d'une part?

Et deuxièmement, est-ce que le ministre se préoccupe d'apporter des solutions pour contrer les effets qui concernent définitivement l'assimilation des Néo-Québécois qui, maintenant, se définissent de langue maternelle anglaise pour s'inscrire à l'école anglaise. Est-ce que le ministre peut transmettre ma question au ministre de l'Éducation?

M. Levesque: Certainement.

Le Président: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

Programme Arda

M. Samson: M. le Président, je voudrais poser une question au même ministre, parce que j'ai l'impression que c'est un ministre-ressource, ce matin.

Nous avons entendu dire que, dans le cadre des programmes ARDA, dont le ministre est responsable, des \$27 millions devant être utilisés dans la région du Nord-Ouest québécois, une somme d'environ \$6 millions n'aurait pas encore été programmée. Ces renseignements me parviennent du CRDAT. Est-ce que le ministre est en mesure de me dire s'il est vrai qu'il y aurait eu \$6 millions qui n'auraient pas été utilisés? Quelles sont les possibilités d'utilisation de ces millions en provenance du gouvernement fédéral?

M. Levesque: M. le Président, dans tous ces programmes qui font suite à des ententes fédérales-provinciales, nous essayons d'avoir une réalisation aussi près que possible de l'idéal, soit 100%. Mais il arrive souvent que, pour des raisons hors de notre contrôle, il y a des programmes auxquels nous ne pouvons pas donner suite ou qui sont reportés à un exercice financier postérieur.

J'ai reçu, justement, il y a quelque temps, des chiffres que je suis en train de faire vérifier sur le pourcentage de réalisation des programmes exécutés au cours de l'année qui se terminait le 31 mars 1975. J'aurai l'occasion, lors de l'étude des crédits, de remettre un tableau à l'honorable député de Rouyn-Noranda qui fait partie de cette commission. Il verra, à ce moment-là, quels sont les programmes qui ont été réalisés et ceux qui n'ont pas pu l'être.

M. Samson: Alors, si je comprends bien, M. le Président, il ne serait pas véridique que certaines sommes d'argent n'auraient pu être dépensées faute de programmes. Il y avait, si je comprends bien le ministre, des programmes pour couvrir les sommes, mais certains n'ont pu être approuvés.

M. Levesque: Je puis ajouter, pour rassurer le député, que généralement les sommes qui ne peuvent pas être utilisées, sommes qui ont fait l'objet d'ententes entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec, ces crédits ne sont pas périmés mais ils sont ordinairement portés à l'exercice financier suivant, mais je parle en général. Pour pouvoir préciser d'une façon plus sûre, pour donner une réponse plus précise, autrement dit, à la question de l'honorable député, j'aimerais mieux le faire au cours de l'étude de mes crédits.

Le Président: L'honorable député de Charlesbourg.

Télé câble et la compagnie Bell

M. Harvey (Charlesbourg): M. le Président, j'ai prévenu hier de ma question le ministre des Communications. Puisque le temps ne nous a pas permis d'élaborer plus longtemps la période des questions, je me reprends ce matin. Étant donné que j'ai reçu déjà un certain éclairage sur la situation qui prévaut dans la crise impliquant Bell Canada et Télé câble, je voudrais lui demander s'il accepterait, ce matin, de faire le point concernant la convocation de ces deux organismes devant la régie.

M. L'Allier: M. le Président, je peux bien dire

quelques mots sur cette situation. Nous sommes actuellement à étudier les crédits et on aura l'occasion d'aborder le sujet dans quelques minutes. La situation est la suivante. Télécâble de Québec, comme vous le savez, a présenté à la Régie des services publics une demande l'autorisant à se servir des points d'attache sur les installations de Bell Canada pour fournir le service de câble sur le territoire qui lui est alloué. Cette demande est maintenant devant la régie et il doit s'écouler un délai, je pense, de dix jours, entre le moment où la demande est déposée et le moment où les auditions ont lieu. C'est ce délai qui court actuellement. A l'expiration du délai, la cause sera entendue par la Régie des services publics. Le plus rapidement possible, le ministère des Communications interviendra devant la régie afin de favoriser l'accès des poteaux de Bell Canada par la société Télécâble de Québec pour faire en sorte que, le plus rapidement possible, le service soit fourni aux citoyens de Charlesbourg, en particulier, et de la région.

C'est tout ce que je puis dire sur cette question. Je trouve assez déplorable qu'une société comme Bell Canada prenne des mesures aussi tatillonnes. Je souligne en passant qu'un câblodistributeur de l'Est du Québec a inscrit devant la Commission canadienne des transports une demande au même effet que celle qui est inscrite par Télécâble de Québec devant la Régie des services publics. Je souligne aussi à l'intention du député de Charlesbourg et pour ses commettants, qui s'intéressent à cette question, que la Commission canadienne des transports semble avoir une attitude extrêmement ouverte, comparable à celle de la Régie des services publics, face au droit d'attache des câblodistributeurs sur les installations existantes afin d'éviter les doubles emplois. C'est la simple logique que cela se passe comme cela.

Entre l'intérêt public et l'intérêt d'une société, même si elle est grosse et puissante comme Bell Canada, nous n'avons aucune hésitation à défendre l'intérêt public même si, à court terme, ça crée quelques emmerdements.

Le Président: Le député de Saguenay.

Grains de provende

M. Lessard: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et fait suite à la crise d'approvisionnement qui est en partie réglée. La grève du moins est réglée. Le ministre de l'Agriculture pourrait-il nous dire s'il est exact que les producteurs québécois de grains industriels sont actuellement incapables de vendre leurs récoltes et restent avec des milliers de tonnes de grains parce que la commercialisation à l'intérieur du Québec n'est pas subventionnée par le gouvernement d'Ottawa, alors que si c'est importé de l'Ontario ou des autres provinces, le transport est subventionné par le gouvernement d'Ottawa.

M. Toupin: M. le Président, si j'ai bien saisi la

question, il s'agit des producteurs de céréales du Québec qui ont de la difficulté à vendre leurs céréales.

Quand j'ai appris, par le journal *Le Jour*, hier, cette nouvelle, j'ai demandé immédiatement aux fonctionnaires du ministère de faire enquête. Nous avons communiqué avec les deux groupes les plus impliqués, soit celui de l'Association des producteurs et soit également celui de l'Association des meuniers.

Il existe effectivement une certaine quantité de céréales québécoises qui demeurent, actuellement, je ne dirais pas invendues mais qui sont sur le marché et qui peuvent être mises à la disposition des meuniers ou à la disposition des producteurs dès maintenant.

L'Association des meuniers soutient qu'elle a fait des offres d'achat de ces céréales et que les vendeurs, les producteurs n'ont pas trouvé les prix offerts assez élevés. Ils ont plutôt préféré garder encore un bout de temps ces céréales afin d'obtenir un prix plus élevé un peu plus tard. Quant aux producteurs de céréales, eux disent: Les prix qui nous furent offerts ne correspondaient pas à la qualité des céréales que nous avons, et des céréales achetées ailleurs étaient payées un peu plus cher.

Les meuniers nous répondent: C'est vrai, on a payé un peu plus cher que les offres qu'on a faites pour d'autres céréales provenant d'autres régions du pays, et d'autres pays aussi parce que le maïs américain, notamment, vient facilement sur le marché québécois. Les meuniers soutiennent qu'une partie des céréales, pas toutes mais une partie, notamment du maïs, n'est peut-être pas d'aussi bonne qualité que le maïs, par exemple, acheté en quantité plus restreinte à l'extérieur du Québec.

Alors, j'ai personnellement demandé aux meuniers et aux producteurs de tenter de trouver un terrain d'entente pour que ces derniers, les producteurs, ne restent pas, à la fin de la saison, avec ces céréales sur les bras. La grande quantité est surtout du maïs. Il existe un peu d'avoine entreposé mais la quantité est surtout le maïs.

Donc, le problème se pose de cette façon et nous essayons de faire rencontrer les parties pour que des transactions se fassent.

M. Lessard: Question additionnelle, M. le Président. Parce que j'avais un autre volet à ma question.

Est-il exact que cette différence de prix entre l'offre qu'on a faite aux producteurs québécois et les prix qu'on a payés à l'extérieur proviendrait principalement du fait que le coût du transport est subventionné par le gouvernement d'Ottawa pour les céréales en provenance des autres provinces ou d'un autre pays et particulièrement des autres provinces? Est-il exact, par exemple, que le transport des céréales en provenance de l'Ontario serait subventionné, alors qu'à l'intérieur du territoire du Québec, le transport n'est pas subventionné?

J'aimerais justement, pour ne pas revenir avec une question supplémentaire, que le ministre nous fasse un peu le point sur la société qu'il avait annoncée l'an dernier, soit Agrabec.

M. Toupin: La différence de prix pour la première question est très minime; elle est à peine de \$0.25 le boisseau. Donc, ce n'est pas une différence très énorme. Je comprends les producteurs, évidemment, qui se sont dit, dans la situation présente: Il est peut-être possible d'obtenir davantage. Mais cette différence n'a rien à voir avec les prix de transport parce que le maïs n'est pas subventionné. Le transport du maïs n'est pas subventionné, de l'Ontario vers le Québec, des États-Unis vers le Québec ou d'autres provinces du pays vers le Québec. Ce sont seulement les céréales d'orge, d'avoine et de blé qui sont subventionnées et certaines autres dont les noms m'échappent.

Quant à la deuxième question, M. le Président, je n'ai pas saisi exactement son contenu.

M. Lessard: Je ne voulais pas revenir, M. le Président, mais je n'ai pas le choix. Est-ce que le ministre pourrait nous dire s'il est exact qu'on n'a absolument rien fait pour constituer la société qu'il nous avait annoncée, l'an dernier, à grand renfort de publicité, à savoir Agrabec?

M. Toupin: C'est une autre question, M. le Président. Il y a un certain nombre de problèmes que nous connaissons vis-à-vis de ce projet que nous avons mis de l'avant l'an dernier, notamment en vue de développer au Québec la production du soya. Cette production a commencé à se développer et, précisément, il y a en entrepôt actuellement certaines quantités de soya produit au Québec qui sont à la disposition des producteurs. Il y a un certain nombre de négociations qui se mènent actuellement et probablement que la semaine prochaine, si vous me reposez la question, je serai en mesure de vous dire un oui ou un non sur le projet en question.

Le Président: L'honorable député de Lotbinière.

Projet d'une exposition Agri-Québec

M. Massicotte: M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Agriculture. Suite à nos rencontres et discussions concernant la possibilité d'organiser une exposition Agri-Québec dans la capitale provinciale en 1976, un mois environ après Expo-Québec, ainsi qu'à la présentation de ce rapport lors de l'assemblée annuelle de l'Association des expositions du Québec, tenue à Sainte-Agathe le 19 avril dernier, et au support total accordé par celle-ci, quelle action le ministre de l'Agriculture entend-il prendre afin de favoriser la réalisation de ce projet?

M. Toupin: M. le Président, j'ai pris connaissance de cette décision ou suggestion de la part de l'Association des expositions du Québec qui voudrait que nous organisions une exposition provinciale exclusivement agricole, probablement dans le cadre de l'exposition provinciale qui se tient à Québec. L'an dernier, les producteurs exposants se sont plaints à plusieurs reprises au ministère, disant

qu'ils n'avaient pas les facilités requises à l'exposition et qu'ils n'avaient pas non plus suffisamment de temps à leur disposition pour faire connaître leurs produits à l'ensemble des visiteurs.

J'ai, par conséquent, créé un comité auquel a participé également la ville de Québec, le ministère et l'Association des producteurs exposants. Nous en sommes venus à la conclusion qu'il fallait réaménager un peu les équipements à l'exposition de Québec. La ville de Québec, ou la Commission de l'exposition, tout au moins, a donné son accord. Le ministère avait consenti — si ma mémoire est bonne — une subvention de \$20,000 par année sur une période de quatre ou cinq ans selon l'évolution du projet, mais cela ne semble pas encore répondre aux besoins des producteurs québécois.

Je pense que si on veut conserver à Québec même une exposition, il faudra d'ici peu de temps, d'ici 1976, c'est peut-être un peu court mais d'ici quelques années, orienter cette exposition vers une exposition essentiellement agricole et lui réserver un laps de temps raisonnable.

Donc, en principe, je suis d'accord sur la position prise par l'Association des expositions.

Le Président: Le député de Saint-Jean.

Placement étudiant

M. Veilleux: M. le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du placement étudiant. Le critique officiel de l'Opposition adit, il y a quelque temps, qu'au placement étudiant la méthode suivie était une méthode de patronage. Le même critique officiel a dit que lui n'avait jamais fait de recommandations. Est-ce que le ministre aurait reçu une recommandation pour un étudiant, par exemple, du comté de Lafontaine?

M. Quenneville: M. le Président, effectivement, dans une déclaration cette semaine, le député de Lafontaine a prétendu que tous les étudiants de son comté seraient traités sur le même pied et qu'il ne voulait pas privilégier un étudiant plus que les autres. Alors, j'ai déjà déposé il y a quelque temps, en Chambre, toute la correspondance échangée entre les députés et le Service de placement étudiant. J'ai ici un exemplaire d'une lettre que m'a fait parvenir le député de Lafontaine.

"M. le ministre, en tant que responsable du Service de placement étudiant, j'aimerais vous soumettre le nom de M. Daniel Dubreuil."

M. Léger: En quelle année?

M. Quenneville: "Ce jeune étudiant, présentement au secondaire V..."

M. Léger: En quelle année?

M. Quenneville: ...souhaiterait se trouver du travail pour la période des vacances, et ce dans n'importe quel genre d'emploi. Espérant que vous prendrez cette demande en considération et vous en remerciant à l'avance, je vous prie d'agréer, cher

M. Quenneville, l'expression de mes sentiments les plus québécois."

M. Léger: En quelle année cela? Une question de privilège, M. le Président. Je voudrais rétablir les faits. J'ai demandé au ministre, en quelle année cette lettre a été écrite.

M. Quenneville: M. le Président, cette lettre date de l'an dernier, alors que nous avions le même programme et que le député de Lafontaine s'est élevé contre la même pratique.

M. Léger: D'accord. M. le Président, ma question de privilège est la suivante: ce que j'ai dénoncé...

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Léger: Riez, les patroneux! Riez, les patroneux!

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Léger: Ce que j'ai dénoncé, M. le Président, et je veux que ce soit bien clair, c'est que, sur une liste de 500, 600 à 1,000 étudiants qui demandent d'être placés durant l'été, par comté, on ait le devoir ou l'obligation de pointer 50 personnes, ce qui était injuste pour les 500 à 1,000 autres qui n'étaient pas dessus. C'est ce que j'ai dénoncé.

Maintenant, M. le Président, ce que le ministre essaie de faire croire...

M. Mercier: Votre hypocrisie est mise à jour.

M. Léger: J'ai la parole, je pense!

Le Président: Un peu de silence, messieurs! Un peu de silence.

M. Léger: Ce que le ministre essaie de faire croire, c'est que j'aurais systématiquement proposé des étudiants. Je n'ai envoyé de lettre de recommandation à un étudiant, que pour ceux, quelques-uns, qui venaient à mon bureau, me demander...

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. Léger: M. le Président, quand il n'y a que quelques étudiants — l'année dernière, je pense qu'il y en a eu peut-être un ou deux — qui viennent me demander...

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Léger: ...de les recommander au niveau de leur compétence et au niveau de la connaissance que j'ai d'eux, alors ceux que j'ai connus et dont je connais les qualifications, je peux les recommander et je pense que c'est normal. Mais je pense qu'il y a une nuance entre essayer de cacher...

M. le Président, ai-je la parole?

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Léger: M. le Président, je pense qu'il y a...

M. Levesque: M. le Président, il faudrait donner une chance au député de Lafontaine.

Le Président: A l'ordre!

M. Léger: M. le Président, j'ai la parole.

M. Levesque: Il faudrait, dans son propre intérêt, qu'il cesse de parler, à ce moment-ci.

M. Léger: J'ai la parole. Je veux tout simplement montrer qu'il y a une différence entre un système...

Le Président: A l'ordre, messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. Léger: M. le Président, je sais que le Parti libéral n'a pas beaucoup de nuances et qu'il y va à tour de bras dans le patronage. Ce que je veux dire, c'est qu'on peut recommander une personne dont on connaît les qualifications; mais, donner systématiquement une liste de 50 personnes à travers un groupe de 1,000, c'est un patronage systématique. Je pense que c'est mon devoir de le faire quand un étudiant me dit qu'il a telle compétence et qu'il me demande: Voulez-vous me recommander? Je l'ai fait pour une personne.

Le Président: A l'ordre, à l'ordre, messieurs!

M. Léger: C'est le système et le principe que j'ai recommandés.

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Léger: Je sais que les nuances ne vous...

Le Président: Un peu de calme, messieurs! L'honorable ministre.

M. Quenneville: M. le Président...

M. Léger: M. le Président, le ministre ne peut pas...

Le Président: Vous n'avez pas posé de question. A l'ordre! Question additionnelle.

M. Quenneville: M. le Président...

Le Président: L'honorable député... Je m'excuse, je ne peux pas vous donner la parole sur une question de privilège. L'honorable député d'Anjou a une question additionnelle à poser.

M. Tardif: Question additionnelle.

Le Président: Messieurs, s'il vous plaît, un à la fois. A l'ordre! L'honorable député d'Anjou.

M. Tardif: M. le Président, j'ai une question additionnelle à poser au ministre responsable du Service de placement étudiant. Dans ses remarques, la semaine dernière, le "distingué" député de Lafontaine a fait état qu'il serait préférable qu'une méthode de tirage au sort soit instaurée au lieu que les députés, qui connaissent bien leur comté, puissent faire des recommandations.

Le ministre est-il en mesure de faire des commentaires relativement à cette méthode? D'autre part, le ministre peut-il nous dire, effectivement, s'il va y avoir seulement 20,000 étudiants qui vont être placés cette année par le Service de placement étudiant comme l'a allégué, encore une fois, le député de Lafontaine la semaine dernière?

M. Quenneville: M. le Président, j'ai eu l'occasion de préciser, au cours d'une conférence de presse cette semaine, qu'il y aurait entre 35,000 et 40,000 étudiants de placés. À l'aide de statistiques et de renseignements fournis par le Centre de main-d'oeuvre étudiant du Canada et le service de prêts et bourses, environ 85% des 183,000 étudiants éligibles à ces programmes seraient placés cette année. Je pense que c'est un résultat plus que satisfaisant que de placer 85% des 183,000 étudiants du Québec.

Quant au tirage au sort, je pense bien que c'est une méthode qui ne saurait être plus injuste. En somme, à ce moment-là, on pourrait favoriser les mieux nantis au détriment de ceux qui en ont réellement besoin. Je pense bien que les suggestions faites par le député de Lafontaine dénotent, hors de tout doute, qu'il n'a rien compris au programme. Tantôt, je pense bien qu'il a fait des affirmations absolument gratuites. On n'a jamais demandé de donner 50 noms...

M. Léger: C'est faux!

M. Quenneville: ...on a demandé de donner les noms des étudiants, dans un comté...

M. Léger: C'est 50.

M. Quenneville: Un instant, s'il vous plaît!

M. Léger: 50.

M. Quenneville: Il n'est pas obligé... Naturellement, c'est un maximum de 50; s'il y en a 15...

M. Léger: Le patronage est limité à 50.

M. Quenneville: Non, non, le patronage, dans son cas, est limité à un ou deux probablement.

M. Léger: Si vous appelez cela du patronage, recommander une personne.

M. Quenneville: Moi, je ne vois pas la différence, le principe reste le même. Alors le maximum est de 50. Il y a des députés qui nous font parvenir des listes avec dix ou douze noms. S'ils pensent qu'ils ont besoin d'une façon plus pressante du pla-

cement étudiant, les noms sont soumis et on essaie, autant que possible, de les respecter. Il ne faut pas jouer aux vierges offensées, quand même.

M. Léger: Question supplémentaire, M. le Président.

Le Président: Dernière question supplémentaire.

M. Léger: M. le Président, est-ce que le ministre admettra que cette année, sur 105,000 demandes, selon les chiffres qu'il nous a donnés — j'aimerais bien qu'il nous les prouve, mais puisqu'il l'a affirmé, je prends sa parole — sur 105,000 demandes, il ne peut en placer que 35,000, 40,000, il en restera donc 70,000 qui ne seront pas placés.

M. le Président, devant l'absence de critères de définition pour les choix, est-ce que le ministre n'a pas retenu ou ne retiendra pas la suggestion de demander aux différents ministères de préparer des travaux publics supplémentaires permettant aux étudiants, aux 70,000 qui n'auront pas d'emploi, de faire des travaux qui n'auraient pas été faits autrement par le gouvernement, mais qui pourraient être faits pour donner de l'emploi à ces 70,000, soit dans le ministère de l'environnement, soit dans le ministère des Terres et Forêts, soit dans le ministère des loisirs, ainsi de suite? Est-ce que le ministre ne peut pas demander des travaux supplémentaires?

M. Quenneville: M. le Président, encore une fois, le député n'a rien compris et semble ignorer complètement le service de placement étudiant et tous les programmes qui sont à l'intérieur. Sur les 104,000 étudiants du Québec, vous comprendrez facilement, comme je l'ai dit tantôt, que des programmes fédéraux placent une grande partie de ces étudiants. Il y a des étudiants qui, par initiative personnelle, trouvent des emplois.

Maintenant, pour les autres programmes, à savoir des travaux supplémentaires en agriculture, dans l'environnement, il faudrait que le député de Lafontaine ouvre ses trois petits yeux, parce que depuis 1973, cela existe, cela fonctionne très bien et on l'améliore d'année en année.

M. Léger: Il y en a encore 40,000 qui sont en chômage cet été.

Le Président: A l'ordre, messieurs!
Dernière question, le député de Maisonneuve.

Conflit de l'amiante à Thetford

M. Burns: M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Est-ce que le ministre peut nous dire si, jusqu'à maintenant, il a envisagé de faire siéger la commission parlementaire du travail et de la main-d'oeuvre concernant le conflit des travailleurs de l'amiante, dans la région de Thetford? Pour lui expliquer la raison ou la motivation de ma question, je lui fais le parallèle entre ce qu'il a fait dans une autre grève, dans un autre cas de grève importante, c'est-à-dire celle de United Aircraft.

Est-ce que le ministre a l'intention d'envisager cette possibilité pour remettre ou tenter de remettre les parties en présence dans le conflit des travailleurs de l'amiante, de convoquer la commission parlementaire et de soumettre à cette commission les problèmes qui concernent le présent conflit et ce, malgré le fait que le problème de l'amiantose, en particulier, est discuté à cette même commission via la Commission des accidents de travail?

M. Cournoyer: Non.

M. Burns: M. le Président, c'est correct, c'est clair comme réponse.

Est-ce que le ministre ne croit pas qu'une telle initiative serait de nature à ramener les parties à la table des négociations ou de les remettre en présence pour fins de négociation?

M. Cournoyer: Non.

M. Burns: Est-ce que le ministre peut nous donner les raisons de son non?

M. Cournoyer: Non.

Le Président: Affaires du jour.

M. Levesque: M. le Président...

M. Burns: M. le Président, j'espère que le ministre n'est pas payé au mot.

Une Voix: Il n'est pas médecin encore.

Le Président: Le député de Rouyn-Noranda m'a donné avis qu'il aimerait soulever une courte question de privilège.

Question de privilège Séance de commission sur le cinéma M. Camille Samson

M. Samson: M. le Président, dans un journal du matin, le résultat d'une conférence de presse nous apprend que le Parti québécois a convoqué une commission parlementaire concernant la loi-cadre sur le cinéma, pour le 5 mai 1975, à 14 heures, au salon rouge.

Il est dit dans le journal, en parlant du député de Saint-Jacques: "Il se dit assuré de la présence des autres députés de l'Opposition".

J'ai, effectivement, reçu une lettre du député de Saint-Jacques, m'invitant à la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, cette commission irrégulière. Je me dois de dire que je n'avais jamais été consulté avant de recevoir cette lettre et avant de prendre connaissance de l'article de ce matin.

Quant à l'opportunité d'assister à une séance de la commission parlementaire le lundi, que ce soit une commission même régulière, il me serait impossible de le faire, car le lundi, c'est le jour où je reçois mes électeurs dans mon comté, toutes les semaines.

Deuxièmement, quant à l'opportunité de rencontrer et de discuter avec les organismes intéressés à cette loi-cadre du cinéma, je me dis toujours disposé à les rencontrer, sur leur demande. Ce sera avec plaisir que je le ferai. Je continue de souhaiter qu'il y ait une commission parlementaire régulière sur le sujet.

Cependant, il n'est pas dans mes habitudes d'assister à des commissions parlementaires irrégulières. Je n'assisterai donc pas. Il n'est également pas dans mes habitudes d'assister aux assemblées du Parti québécois. Je n'assisterai donc pas. Je me vois surpris que le salon rouge soit disponible pour des commissions parlementaires irrégulières.

M. Levesque: M. le Président...

M. Charron: Question de privilège, M. le Président.

M. Levesque: ...on me permettra, à ce moment-ci, de me réserver le privilège de revenir, parce que je n'en crois pas mes oreilles. Peut-être que le député de Saint-Jacques a des explications.

M. Charron: Allez-y! Allez-y! Non, non...

Le Président: D'ailleurs, il n'y a aucune motion devant la Chambre à cet effet.

M. Charron: Il s'est levé avant moi.

M. Levesque: M. le Président, il n'y a aucune motion, mais vous devriez avoir un peu d'émotions devant une telle question de privilège et le contenu de cette question en particulier.

Est-ce qu'on en est à avoir si peu de respect pour le règlement, si peu de respect pour les institutions de l'Assemblée nationale et de ses commissions pour convoquer ainsi, si c'est vrai... C'est pour ça que je dis que j'aimerais bien entendre le député de Saint-Jacques, parce que, si c'est exact ce que vient de dire le député de Rouyn-Noranda, eh bien, on a de quoi s'inquiéter.

M. Charron: M. le Président, sur cette question qui émoustille le leader du gouvernement pour rien...

Des Voix: Ah bon!

M. Charron: ...j'ai, hier matin, avant de rencontrer quiconque des media d'information pour les informer de cette rencontre publique que l'Opposition officielle a l'intention de faire avec les gens des media d'information, parce que la voie régulière nous a été interdit par le ministre des Affaires culturelles, j'ai rencontré personnellement à la commission qui recevait la Commission des accidents du travail, hier, au salon rouge, le député de Beauce-Sud. Je l'ai mis au courant, par respect pour le député de Beauce-Sud, de l'initiative du Parti québécois.

A ce moment-là — je ne l'aurais jamais affirmé si le député de Beauce-Sud ne me l'avait jamais

lui-même dit de façon aussi claire — le député de Beauce-Sud a endossé l'initiative que je lui soumettais. Il m'a affirmé, de la même façon que le député de Rouyn-Noranda, que cela l'embêtait parce que la journée du lundi est habituellement consacrée à la rencontre de ses concitoyens. Je lui ai expliqué que c'était la même chose pour les députés de l'Opposition officielle, mais que l'importance du projet de loi valait la peine que nous sacrifions un lundi, comme d'ailleurs le leader du gouvernement a beaucoup l'habitude de le faire en fin de session. Je lui ai parlé de reporter notre bureau de comté au vendredi après-midi ou le vendredi soir qui précèdent ce lundi qui serait désormais consacré à cette rencontre, lui disant que le même problème existe pour nous, mais que l'importance du débat et le fait que nous devons absolument tenir une consultation publique sur ce sujet nous obligent à faire cette manœuvre.

M. le Président...

Le Président: Vous allez au fond de la question.

M. Charron: Je termine, mais la question de privilège est la suivante.

Le Président: Non, non, la question de privilège, c'est lorsque vous avez mentionné l'accord du député de Beauce-Sud, mais cela devrait se limiter à ça.

M. Charron: Je n'ai pas terminé, M. le Président.

Le Président: Ne débattiez pas à savoir s'il y a lieu d'avoir une commission ou non.

M. Charron: Après cet échange avec le député de Beauce-Sud, où nous avons examiné les difficultés, il a été d'accord avec moi pour dire que le jeu en valait la chandelle et il m'a dit: Je puis t'assurer que je serai présent à la réunion du 5 mai prochain.

M. Levesque: M. le Président, puis-je poser une question à la présidence, à ce moment-ci? Est-ce que la présidence, qui a la responsabilité de l'administration de l'Assemblée nationale et de l'édifice A en particulier, a reçu une demande pour l'utilisation, à ces fins, d'une salle, en particulier le salon rouge?

Le Président: On m'a informé, hier, par téléphone, que des employés du secrétariat du parti de l'Opposition officielle avaient réservé, pour une rencontre, le salon rouge. Je me suis enquis auprès de M. Pouliot. On m'a dit que cela a été fait par l'entremise de fonctionnaires du parti de l'Opposition officielle et du secrétariat des commissions. J'ai considéré cette matière hier et je continue à la considérer aujourd'hui. Comme gérant des immeubles, je prendrai mes responsabilités et donnerai des directives dès le début de la semaine prochaine.

M. Samson: M. le Président, j'invoque mon privilège de député puisqu'on a mentionné tantôt des paroles qui sont susceptibles de me porter préjudice.

M. le Président, pour mieux me faire comprendre — c'est mon privilège de député, à ce moment-

ci, que j'invoque — la lettre du député de Saint-Jacques se lit comme suit: "A titre de membre — parce qu'elle s'adresse à moi — de la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications". C'est donc moi qui suis membre de cette commission. Que le député de Saint-Jacques ait pu rencontrer le député de Beauce-Sud, c'est possible, M. le Président, mais que le député de Beauce-Sud ait fait un pacte avec le député de Saint-Jacques, j'en doute.

Egalement, M. le Président, dans l'article de ce matin, pour bien me faire comprendre, il est dit ceci: "Il s'est dit assuré de la présence des autres députés de l'Opposition". Or, que je sache, M. le Président, parmi les autres députés de l'Opposition, il n'y a pas seulement un député de l'Opposition. Il y a le député de Rouyn-Noranda, le député de Beauce-Sud, le député de Johnson et le député indépendant de Taillon, qui sont également des députés qui ne sont pas du gouvernement. Or, M. le Président, je soutiens qu'il est faux de prétendre qu'on a consulté les députés de l'Opposition et qu'ils sont d'accord. M. le Président, c'est moi qui suis membre de cette commission et c'est moi seul, pour le Ralliement créditiste, qui déciderai si j'assisterai à cette commission ou non.

M. Charron: M. le Président, je dois refaire une question de privilège très courte.

Le Président: Allez-y.

M. Charron: Je n'ai jamais... Je peux référer quiconque de cette Assemblée à la conférence de presse que j'ai faite hier, qui a duré quinze minutes. J'ai informé les gens des médias d'information de l'acquiescement à cette initiative du député de Beauce-Sud. C'est du député de Beauce-Sud que j'ai parlé. Je considère, moi, le député de Beauce-Sud comme un député de l'Opposition; je ne considère pas le député de Rouyn-Noranda comme un député de l'Opposition.

Le Président: A l'ordre, messieurs!
Affaires du jour.

Motion pour faire siéger la commission de l'éducation

M. Levesque: M. le Président, je propose que la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications se réunisse immédiatement, à la salle 81-A, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

M. Burns: Vote enregistré, M. le Président, s'il vous plaît.

Le Président: Vous êtes plus vite que moi!
Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion

Le Président: A l'ordre, messieurs!
Que les députés qui sont en faveur de la motion

du leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque, Mailloux, Gameau, Lachapelle, Cournoyer, Quenneville, Tetley, Drummond, Toupin, L'Allier, Harvey (Jonquière), Vaillancourt, Arsenault, Houde (Abitibi-Est), Desjardins, Giasson, Perreault, Brown, Bacon, Blank, Bédard (Montmorency), Veilleux, Brisson, Séguin, Saindon, Cornellier, Houde (Limoilou), Lafrance, Lamontagne, Picard, Assad, Carpentier, Dionne, Faucher, Saint-Germain, Harvey (Charlesbourg), Shanks, Pepin, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Ostiguy, Caron, Côté, Denis, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Sylvain, Tardif, Tremblay, Morin, Burns, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi), Samson, Leduc.

Le Secrétaire: Pour 68 — Contre: 0.

Le Président: Cette motion est adoptée et la commission de l'éducation peut siéger immédiatement.

Travaux parlementaires

M. Levesque: M. le Président, mardi matin, le 29 avril, à compter de 10 h 15 — j'espère que j'ai encore les privilèges d'annoncer les commissions et les salles où elles seront convoquées — au salon rouge, commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour l'étude des crédits du ministère des Communications, à moins que cela se termine ce matin. Non? Bon.

A la salle 81-A, commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement pour l'étude des crédits du ministère des Transports, également à 10 h 15 mardi matin, le 29, à la salle 81-A.

A la salle 91-A, commission de la fonction publique pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique. Donc, trois commissions qui siègent mardi prochain, mardi matin, à compter de 10 h 15.

Motion de M. Robert Burns concernant le député de Taillon

M. le Président

Le Président: Messieurs, avant d'accorder la parole au député de Maisonneuve, devant le caractère tout à fait spécial, sérieux et extrêmement rare d'une telle motion, en vertu de l'article 68 de notre règlement, je sens qu'il est de mon devoir de donner certaines directives quant à l'usage ou à l'existence d'une telle motion.

Il est bien dit dans l'article 68: "Une motion de fond annoncée est nécessaire pour mettre en question la conduite du lieutenant-gouverneur, du président et d'un vice-président de l'Assemblée, des présidents des commissions ou d'un membre de l'Assemblée. Cette motion est privilégiée"

On remarque l'aspect qualitatif de chacune des personnes dont on voudrait mettre la conduite en cause. Je pense que les auteurs et la tradition sont bien précis sur ce sujet: il ne s'agit pas de la conduite privée, des relations familiales, sociales ou d'affaires que peut avoir un membre de l'Assemblée. L'Assemblée n'a pas à critiquer ou à juger de la conduite d'un individu comme personne, même s'il s'agit d'un député.

On voit, dans l'étude de la jurisprudence et de la coutume, qu'il y a beaucoup d'analogie entre l'application de l'article 68 du règlement et les autres motions qui peuvent faire suite à une question de privilège. J'ai déjà rendu une très longue décision sur ce sujet. A cause de cette inter-relation qu'il y a entre ces deux catégories de motions, les motions sur les questions de privilège et celles en vertu de l'article 68 ne concernent uniquement que le Parlement, les travaux parlementaires. Si nous interprétons d'une manière, je dirais, légaliste et restrictive l'application de l'article 68, je crois que cette motion ne devrait s'appliquer uniquement qu'en ce qui concerne le député comme parlementaire, dans ses agissements, dans ses travaux strictement reliés à l'Assemblée nationale. Ce serait, je dirais, une interprétation stricte et trop formaliste et trop traditionnelle, à mon avis.

Nous avons un règlement nouveau, nous avons du droit nouveau, ici à l'Assemblée nationale: notre règlement en est un témoignage. Également, j'ai pris en considération que le rôle du député a énormément évolué depuis de nombreuses années. Si on considère le rôle du député au 18^e siècle, en Angleterre, au 19^e ici, soit à Ottawa, ou dans les législatures provinciales, alors que l'administration, était pratiquement absente — les ministères existaient, il y avait à peine six ou sept ministères — que l'État entraînait beaucoup moins dans les activités des individus ou des corporations; je dis, lorsque l'administration était absente, à ce moment-là il est sûr que le rôle du député, et c'est la tradition d'ailleurs, n'était qu'un rôle de législateur, un rôle de parlementaire.

Avec révolution du temps où l'administration a évolué, elle a des postes, elle a des comptoirs, soit dans les grandes villes ou ailleurs.

Le rôle du parlementaire et également celui du député a évolué au-delà de cette restriction; le député rempli plus qu'un rôle de législateur, surtout dans les régions rurales où le manque d'administration existait. C'est là que le rôle du député a évolué, le faisant devenir un peu le représentant de la population auprès de cette administration omniprésente.

Aujourd'hui, alors que l'administration est omniprésente, le rôle du député également a évolué. Il est devenu encore moins uniquement un législateur, à mon point de vue, mais également un protecteur du citoyen, peut-être un tribunal d'appel que le contribuable demande au député auprès de l'administration. En tant que député comme vous tous, je sais quel rôle nous avons à jouer dans l'évolution, justement, du rôle du député.

Un autre principe également. Le député aujourd'hui, son rôle ayant évolué, étant très bien traité par l'État, doit faire usage — et je crois que

c'est normal — de beaucoup de prudence, de sagesse et de circonspection dans le rôle important qu'il joue non seulement comme parlementaire et comme législateur, mais également comme député.

Qu'est-ce qui donne ouverture à cette motion aujourd'hui? Je dis qu'il y a deux éléments. Premièrement, le rôle de parlementaire. Je ne crois pas que les reproches qu'on peut faire à un collègue actuellement touchent strictement son rôle de législateur. Ce qui donne ouverture à la motion, aujourd'hui, c'est non pas une condamnation, mais des remarques, des considérations qu'a faites un tribunal quasi judiciaire.

Notre Loi de la Législature prévoit... D'ailleurs, si on fouille la jurisprudence et la tradition, on voit qu'auparavant une Assemblée avait le droit de critiquer la conduite de ses membres pour certains crimes graves; cela s'est fait en Angleterre, cela s'est fait ici, à Ottawa, dans les cas de trahison, entre autres. La Loi de la Législature prévoit actuellement, à l'article 28 — cela avec l'analogie qu'on a entre les motions selon l'article 68 et les motions sur les questions de privilège — qu'un député ne peut pas conserver son siège s'il est condamné pour un acte criminel punissable de plus de deux ans. La Loi de la Législature est claire sur ce sujet.

Maintenant, je n'ai pas à porter de jugement sur les remarques de la commission; ce n'est pas à moi d'aller au fond de la question. Je crois que je suis assez prudent. Je n'ai pas besoin tellement de commentaires, non plus, et je vous demanderais de réserver vos commentaires. Je prends ma responsabilité en tant que président et je vous dis ce que j'ai à dire sur cette motion. Je crois que cette motion est assez sérieuse et assez grave qu'il y a lieu d'ouvrir certaines portes, mais également d'en fermer. C'est une motion très sérieuse. Pour toutes ces raisons et en vertu également d'un grand principe que la femme de César doit être au-dessus de tout reproche, j'accepte la motion du député de Maisonneuve.

M. Guy Leduc

M. Leduc: M. le Président, si vous me le permettez, sur une question de privilège ou de règlement, je serai très bref. La motion du député de Maisonneuve me concerne directement. En conséquence, je n'ai pas l'intention de participer au débat. Je m'absenterai de la Chambre, non pas parce que je me sens coupable de quoi que ce soit, bien au contraire, mais bien pour permettre à mes collègues de débattre cette motion en toute liberté et de la juger selon leur conscience.

M. Burns: Par contre, avant que le député de Taillon quitte, il a parfaitement le droit, selon nos règlements, de faire une déclaration, si cela lui dit, et je n'ai pas d'objection à ce qu'il la fasse. Il fait signe que non.

Le Président: Alors, le député de Maisonneuve.

M. Robert Burns

M. Burns: Relativement aux points que vous avez soulevés, M. le Président, je ne peux qu'être tout à fait d'accord avec vous sur les limites que vous avez posées. Il est évident que la motion privilégiée en vertu de l'article 68, est une motion qui vise le député non pas dans sa vie privée, mais dans sa vie publique, avec tout ce que cela comporte. Vous avez très bien, je pense, étayé ce que comporte la vie publique d'un député, c'est-à-dire pas nécessairement son rôle de législateur.

Je suis tellement d'accord que j'avais l'intention, justement, de vous référer au livre vert de l'honorable Allan MacEachen, leader du gouvernement à la Chambre des communes, déposé en 1973. Je fais miennes les remarques introductives de M. MacEachen, partageant entièrement son opinion qui touche partiellement au point que vous avez soulevé.

Je cite M. MacEachen à la page 1 de ce livre vert lorsqu'il dit: "Les parlementaires et le public canadien semblent convenir que l'exercice de fonctions publiques impose à la personne des responsabilités dans sa conduite qu'il n'a pas à titre de citoyen." Je pense que c'est le critère de base. Je continue la citation. "Dans la plupart des cas, cela veut dire qu'on attend des parlementaires qu'ils placent l'intérêt public avant leur avantage personnel; en général, on leur fait simplement confiance pour qu'ils respectent cet impératif moral. Dans cette mesure, la relation entre les parlementaires et le public peut être considérée comme fiduciaire en ce sens que le parlementaire devient le dépositaire de la confiance de la population." Vous retrouvez cette remarque introductive dans le livre vert de M. MacEachen, qui s'intitule Les membres du Parlement et les conflits d'intérêt et qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, a été déposé en juillet 1973.

Comme vous l'avez mentionné, il s'agit d'une motion qui est pour le moins inhabituelle, une motion qui, encore une fois, a un certain caractère inusité, mais c'est une motion que n'importe quel député, qu'il soit membre de l'Opposition ou qu'il soit membre du Parti ministériel, atout à fait le droit de faire en vertu de l'article 68. D'ailleurs, je ne m'éterniserai pas là-dessus, M. le Président, vous avez déclaré la motion parfaitement recevable. J'ai l'intention de dire tout simplement que je ne veux pas que mes propos soient de quelque façon que ce soit interprétés comme un acte de provocation, pas plus à l'endroit du député de Taillon qu'à l'endroit de quelque autre député que ce soit. Mon désir, qui est le vôtre, je pense, que vous avez de nombreuses fois exprimé, n'est que de garder à la fonction de député, de parlementaire l'importance qu'elle a, avec l'énoncé que vous-même avez fait tout à l'heure, c'est-à-dire que le député, à mon avis, se doit d'être au-dessus de tout soupçon. De sorte que la meilleure façon d'aborder cette question, c'est la façon purement et simplement factuelle.

Je n'ai pas du tout l'intention de me lancer dans de grandes envolées oratoires à l'endroit du député

de Taillon ou à l'endroit de quelque député que ce soit. J'ai l'impression qu'avec le simple examen d'une certaine chronologie des faits, depuis 1971, à la lumière de témoignages qui ont été soumis à la Commission d'enquête sur le crime organisé, la Commission de police, nous sommes en mesure, de façon parfaitement détendue et parfaitement éclairée, d'en arriver à une décision à savoir si on devra voter pour ou contre la motion que j'ai déposée.

Si on examine d'abord cette chronologie des faits avant le rapport de la Commission de police, ce qui nous frappe, ce sont les liens que le député de Taillon, de par les témoignages mêmes soumis à la Commission de police, avait avec des personnes faisant notoirement partie du monde interlope. Il a été mis en preuve, devant la Commission d'enquête sur le crime organisé, que le député de Taillon a eu au moins — je dis "au moins" parce que la preuve ne va pas plus loin que cela, et ce sont, d'ailleurs, les mots mêmes que les commissaires utilisent dans leur rapport — trois communications, si on peut dire, avec des gens du monde interlope, en particulier M. Nicola Di Iorio et M. Frank Dasti.

La première de ces rencontres, de par la preuve, elle date du 16 avril 1971. Les participants à cette rencontre étaient MM. Dasti, Di Iorio, Jean-Jacques Côté, un tavernier, et le député de Taillon. Il semble que, par la preuve qui a été soumise à la commission d'enquête sur le crime organisé, le but de cette rencontre du 16 avril était tout simplement une demande de la part de M. Dasti, à l'endroit du député de Taillon, d'intervenir pour mettre fin aux raids policiers contre la barbotte communément appelée "barbotte de la rive sud", le Victoria Sporting Club, qui, depuis, M. le Président, comme vous le savez, a été fermé. Cela a donné lieu, d'ailleurs, à des poursuites devant les tribunaux, et jugement a été rendu, à ma connaissance, dans tous les cas relativement au Victoria Sporting Club.

Le deuxième objet — toujours selon ce que nous apprend la preuve soumise à la commission d'enquête — de cette rencontre aurait été également, pour le député de Taillon, une intervention pour obtenir le remplacement du policier de la Sûreté du Québec qui était responsable de ces raids. Il était même question — je n'élaborerai pas là-dessus, les faits sont connus, c'est notoire — que par voie de promotion on écarte, du centre de ces raids policiers, l'inspecteur qui en était la cause, promotion qui permettrait peut-être, disait-on à l'époque, d'amener en place quelqu'un ou un autre policier plus compréhensif. Ce ne sont pas de ces gens que nous discutons la conduite, aujourd'hui, de sorte que je m'en tiendrai simplement à cet énoncé très vague, concernant ces deux policiers.

Il semble, M. le Président, toujours de par la preuve soumise à la Commission de police que, lors de cette première rencontre, on ait même dit au député de Taillon qu'en échange du service qu'on lui demandait, qu'en échange de son intervention on pourrait concevoir que son organisation politique reçoive des fonds pour fins de caisse électorale. Cela, M. le Président, je tiens à le mentionner, c'est le lien important qu'on devra considérer tout au long de l'examen de cette affaire.

Une deuxième rencontre a eu lieu, toujours selon la preuve présentée à la Commission de police, en date du 10 mai 1971, au Club de réforme — la première rencontre, soit dit en passant, j'ai oublié de le mentionner, a eu lieu au restaurant Pam-Pam, à Montréal. La deuxième rencontre, celle du 10 mai, toujours selon la preuve, aurait eu lieu au Club de réforme de Montréal, toujours avec les mêmes participants, MM. Dasti, Di Iorio, Jean-Jacques Côté et le député de Taillon. La preuve, je dois le dire, M. le Président, concernant cette seconde rencontre est beaucoup plus vague quant aux sujets qui ont été discutés. Le député de Taillon, quand il a témoigné, ainsi que MM. Dasti, Di Iorio et M. Jean-Jacques Côté nous disent qu'ils se souviennent plus ou moins de l'objet de cette rencontre.

Cependant, M. le Président, les sujets de discussions ont probablement été les mêmes qu'à la première rencontre, sauf qu'en plus — et cela c'est le reste de la preuve qui nous l'indique — de ce qui avait été discuté lors de la première rencontre, c'est-à-dire l'intervention pour faire cesser les raids et intervention pour provoquer la promotion que je mentionnais, il semble qu'on ait abordé le problème des relations entre M. Dasti et le ministère du Revenu, puisque lors d'une conversation téléphonique subséquente, et c'est celle-là qui est la troisième occasion, en date du 17 juin, le député de Taillon a offert son aide à M. Dasti, à ce sujet.

J'en viens à ce troisième élément dans la chronologie, que constitue un téléphone du député de Taillon à M. Dasti en date du 17 juin. Ce téléphone, selon la preuve, origine du bureau du député de Taillon à l'endroit de M. Dasti.

En résumé, la conversation constitue, de la part du député de Taillon, des encouragements et des demandes de patienter, une offre de la part du député de Taillon à l'endroit de M. Dasti de lui donner un coup de main relativement à ses démêlés avec le ministère du Revenu. Et, enfin, de façon assez significative — ceux qui ont lu le rapport de la commission de police se rendent compte de l'importance que la commission elle-même a accordée à ce fait — deux numéros de téléphone sont laissés à M. Dasti par le député de Taillon, l'un étant son numéro de téléphone privé qui n'est pas "listé", qui ne paraît pas dans l'annuaire de téléphone.

Ce sont les trois événements connus qui, à mon avis, au départ, ont justifié la convocation du député de Taillon devant la commission d'enquête sur le crime organisé. Et c'est là que j'en viens au témoignage même du député de Taillon parce que je pense qu'il y a deux volets au reproche que je fais au député de Taillon. Je l'avais d'ailleurs mentionné lors d'une occasion précédente où j'avais soulevé une question de privilège en Chambre. J'y reviendrai d'ailleurs tout à l'heure.

Le premier volet est évidemment ces rencontres que je viens de décrire, ces communications, qu'il s'en soit suivi quelque chose ou qu'il ne s'en soit pas suivi quelque chose. D'ailleurs, la preuve ne démontre pas qu'il s'en est suivi quelque chose. Ces rencontres, en soi, ne sont pas, à mon avis, au départ — c'est le premier volet — quelque chose de très reluisant, connaissant des personnes, connais-

sant l'objet des discussions, pour un député de l'Assemblée nationale.

Le deuxième volet, c'est justement ce témoignage du député de Taillon devant la commission d'enquête sur le crime organisé, en date du 8 février. J'avais, à la suite de ce témoignage, soulevé une question de privilège en Chambre, laquelle, comme tout le monde le sait, a été refusée par le président. Cette question de privilège devait être suivie d'une motion de ma part, où nous arriverions à peu près à une motion semblable à celle d'aujourd'hui mais qui parlait plus précisément de réprimande. Cette motion n'a pas été jugée recevable par le président parce que, disait-il dans sa décision, une commission d'enquête pouvait éventuellement rendre une décision concernant le député de Taillon, et le fait d'en discuter ici pourrait être préjudiciable.

Je pense que tout le monde se souviendra de ces événements. Mais dans l'exposé de ma question de privilège, je vais me référer au texte exact parce que j'ai l'impression que j'avais exposé, avec assez de concision, mon opinion relativement à ce deuxième volet du reproche que je suis en mesure de faire au député de Taillon.

En date du 19 mars, lors de l'exposé des raisons de base à ma question de privilège, je disais ceci — on retrouve ce texte à la page 20 du journal des Débats du 19 mars 1974 — : "La première déclaration concerne l'appel téléphonique du 17 juin 1971 et je cite:— évidemment, dans tout ça, je me réfère au témoignage du député de Taillon devant la commission — "Cela a été une espèce de téléphone d'encouragement comme on en fait quand on est député, une conversation pour allonger le temps, du patinage de député pour un bonhomme qui veut avoir certaines choses que je ne veux pas faire."

La deuxième citation, M. le Président, concerne l'engagement pris lors de la rencontre du 16 avril 1971 à l'effet, et je cite, "qu'il allait voir ce qu'il pourrait faire" — fin de la citation — pour aider Dasti. Cet engagement, M. le Président, c'était — et je cite encore les mots du député de Taillon — pour "bluffer" comme le font souvent les députés".

A cette époque, M. le Président, j'avais dit que je me sentais lésé — et c'était ce pourquoi j'avais soulevé une question de privilège — dans mes droits de parlementaire parce que, même si le député de Taillon, je l'admets, à la fin de son témoignage, a dit: Je parle pour moi-même, je ne parle pas au nom de tous les députés, la publicité qui a été faite à ses déclarations, à l'époque, n'était rien pour redorer le blason des membres de l'Assemblée nationale dont vous êtes, M. le Président, dont je suis, dont nous sommes. A cette époque, je me sentais profondément lésé dans mes droits de parlementaire d'entendre un député qualifier certaines de ses intentions ou certaines de ses communications avec des gens comme Di Iorio et Dasti comme étant simplement pour bluffer, comme le font les députés.

M. le Président, je me suis indigné à ce moment-là et je m'indigne encore aujourd'hui contre de telles paroles de la part du député de Taillon. Si le député de Taillon est en mesure de laisser croire que, pour les députés en général, quand quelqu'un les "achale", la meilleure façon de

s'en tirer, c'est de bluffer, de gagner du temps, M. le Président, je veux que l'Assemblée nationale, sous ce deuxième volet, se dissocie complètement — et c'est le but de ma motion — des agissements du député de Taillon.

Par la suite, M. le Président, encore sur le plan chronologique — j'ai mentionné ma question de privilège; on connaît le sort qui est advenu à la motion que je voulais attacher à ma question de privilège, vous l'avez jugée, M. le Président, non recevable — en date du 3 avril, je suis revenu à la charge par une question à M. le ministre de la Justice. Ma question visait à savoir si le ministre de la Justice faisait enquête dans le but d'entreprendre des procédures contre des gens qui avaient tenté de corrompre un député, en l'occurrence le député de Taillon. La preuve, encore une fois, devant la CECO, preuve jusqu'à maintenant non contredite, laisse entendre... Je disais même, dans ma question, que peu importe que le député de Taillon se soit plié ou non à cette tentative de corruption, en soi des personnes avaient tenté de le corrompre. Le ministre de la Justice, à ce moment-là, dans sa réponse, a invoqué le sub judice. On se souvient qu'il pouvait, dans l'opinion du ministre de la Justice, y avoir des poursuites criminelles entreprises et il a refusé de répondre à ma question.

Enfin, M. le Président, dernier élément de ce rappel chronologique, on se souviendra que la Commission de police a émis son rapport en date du 17 décembre 1974. Dans ce rapport, un certain nombre de conclusions auxquelles je me référerai tout à l'heure, d'ailleurs, sont assez précises à l'endroit du député de Taillon. Dans son rapport la Commission de police, concernant les liens possibles entre les membres du crime organisé et certains hommes politiques, en vient à la conclusion que, selon les faits prouvés, la conduite du député de Taillon était pour le moins — c'est le mot de la commission — "incompréhensible", que le député de...

Le Vice-Président (M. Blank): Pour les fins du journal des Débats, vous avez mentionné la Commission de police. Ce n'est pas de la Commission de police dont vous parlez; c'est de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

M. Burns: C'est également la Commission de police...

Le Vice-Président (M. Blank): Oui.

M. Burns: ...qui est la Commission d'enquête sur le crime organisé, n'est-ce pas, M. le Président? Est-ce qu'on s'entend. Je réfère indifféremment à la CECO ou à la Commission de police, parce que c'est la Commission de police qui est chargée de la Commission d'enquête sur le crime organisé. Est-ce qu'on s'entend là-dessus?

Je disais donc, M. le Président, que, dans son rapport, la commission trouve la conduite du député de Taillon pour le moins incompréhensible et d'ailleurs que le député — ce sont les mots de la commission — était soit très naïf ou soit triturerait les faits.

Je n'ai pas interprété cet énoncé, M. le Président, mais c'est un énoncé pour le moins lourd de conséquences.

Encore une fois, en plus de l'indignation que je puisse avoir devant les faits eux-mêmes que je mentionnais tout à l'heure, les rencontres multipliées et la déclaration elle-même devant la CECO, malgré cette indignation, M. le Président, je suis obligé de ne pas prendre à la légère une commission qui prend le temps de rédiger un rapport et d'utiliser à l'endroit du député de Taillon les mots disant que le député était soit très naïf, soit qu'il triturerait les faits.

Dans l'ensemble, rien dans le rapport ne pouvait faire que le député de Taillon soit accusé devant les tribunaux, et ceci, évidemment, à cause de l'insuffisance de preuves. Je ne dis pas que la preuve aurait pu être autre; la commission en est arrivée à la conclusion, sans aucun doute, que faute de preuve il ne pouvait pas y avoir d'accusation contre le député de Taillon. Donc, ce n'est évidemment pas mon propos. Il n'en reste pas moins que le député de Taillon, c'est clair, a rencontré, à deux reprises MM. Dasti et Di Iorio et qu'il a téléphoné à M. Dasti à une occasion. Cela c'est clair.

L'honnête citoyen, je pense que c'est pour lui aujourd'hui, en plus de l'honorabilité de la fonction de parlementaire, c'est pour l'honnête citoyen que je fais ma motion. Celui qu'on appelle, en droit, le bon père de famille, qui est à la base de notre droit de la société, n'a pas besoin, lui, d'une preuve judiciaire pour se faire une opinion sur l'intégrité des hommes politiques, ces mêmes hommes politiques que lui-même délègue au Parlement pour voter des lois et administrer son pays.

Pour ce bon père de famille, la lecture du rapport de la commission de police, rétablissant les faits dans l'ordre et dans le contexte, lui procurera des indices pour lui laisser croire, premièrement, qu'après la mort de M. Pierre Laporte, Dasti et Di Iorio ont perdu leur principal espoir dans leurs tentatives de faire cesser les tracasseries policières au Victoria Sporting Club et cherché, par la même occasion, d'autres appuis politiques. En second lieu, ce même bon père de famille peut tirer la conclusion que pour ce faire, ces mêmes personnes, MM. Dasti et Di Iorio, ont demandé à M. Jean-Jacques Côté et à M. René Gagnon, bien connus relativement à ces affaires et déjà impliqués dans l'histoire, de les aider à convaincre les bonnes personnes.

Nicola Di Iorio lui-même déclare à Côté et à Gagnon qu'il est en possession — ce n'est pas moi qui le dis, c'est également dans le rapport de la Commission de police — d'un document compromettant et que s'il n'obtient pas leur appui il le livrera à la presse, causant ainsi, présume-t-il, un certain scandale.

D'ailleurs, MM. Gagnon et Côté, dans cette affaire, sont assez convaincus que le document existe puisqu'ils ne demandent même pas à le voir. Tout au long de l'enquête sur le crime organisé, ceux qui ont lu les témoignages, tant de M. Di Iorio, de M. Gagnon que de M. Côté, se rendent compte de l'inquiétude qu'entretient la commission elle-même relativement à l'existence de ce document, et personne ne se souvient de ce qu'il y a dans ce fameux docu-

ment. Pourtant, tout le monde court autour de ce document à toutes les fois qu'on en fait mention.

Par la suite, je refais la chaîne relativement à MM. Gagnon et Côté. Ces deux personnages, sous la menace de ce même chantage, en janvier ou en février, entrent en contact avec la possibilité d'obtenir de l'aide, soit de Mme Laporte, la veuve de M. Pierre Laporte, ou de M. Georges Tremblay, qui était alors ministre des Transports, pour mettre fin aux tracasseries dont la barbotte de Longueuil était l'objet.

Tout le monde sait que ni Mme Laporte ni encore M. Georges Tremblay n'ont plié à ces pressions, je tiens à le dire. Je ne veux laisser de doute relativement à ça et je pense que l'ensemble de la preuve a été très clair là-dessus. Je le mets dans l'écheveau simplement pour démontrer la progression de ces personnages, que Di Iorio et Dasti tentaient effectivement d'utiliser des pressions politiques pour en arriver à leurs fins.

En mars 1971, M. le Président, n'ayant pas encore réussi à obtenir cette aide, soit parce qu'ils ne l'ont pas demandée — c'est possible qu'ils ne l'aient pas demandée directement aux personnes concernées, comme ils le prétendent — ou soit encore qu'elle leur aurait été refusée, cela la preuve ne le dit pas, ils se tournent vers le député de Taillon, et c'est là qu'il entre dans le jeu, dans une rencontre au café du Parlement. La première de toutes, non pas avec MM. Dasti et Di Iorio, mais avec MM. Gagnon, Côté et le député de Taillon.

Par la suite, en avril 1971, le député de Taillon assiste à la rencontre que je mentionnais, au restaurant Pam-Pam, et la raison, je l'avais mentionnée, était clairement exprimée comme étant faite dans le but d'arrêter ces pressions par voie de raids policiers sur le Victoria Sporting Club.

A ce stade-ci, M. le Président, je suis obligé de me poser la question, sans aucune méchanceté, à l'endroit du député de Taillon: Pourquoi s'engage-t-il? Pourquoi, après cette première rencontre du 16 avril, s'engage-t-il? Pourquoi dit-il: Je vais voir ce que je peux faire? alors qu'il sait parfaitement bien, et cela aussi le rapport de la Commission de police l'a noté très clairement, il sait parfaitement bien que le Victoria Sporting Club est connu comme la barbotte de la rive sud. Il sait parfaitement bien, comme tout citoyen, que des maisons de jeux de ce style sont absolument illégales. Et il sait parfaitement bien aussi — je suis obligé d'en conclure, parce que je lui accorde un minimum d'intelligence — que son intervention, quelle qu'elle soit, auprès de qui que ce soit, pour faire cesser ces raids est une intervention, elle aussi, absolument illégale. Je dis: Pourquoi le député de Taillon s'engage-t-il, à ce moment, à faire des démarches, alors que de toute façon, en homme intelligent, il sait fort bien que, quelles que soient les démarches qu'il pourrait faire, elles seront des démarches absolument illégales? C'est cela qu'est ma question.

Plus, M. le Président, le député de Taillon les a commencées ces démarches. Je ne dis pas qu'elles ont réussi, mais la preuve révèle très clairement, encore une fois, que son premier geste a été d'aller voir le ministre de l'Immigration, M. Jean Bienvenue. La preuve révèle également que le ministre

lui-même lui a mis la puce à l'oreille. Il semble qu'on ne savait pas trop trop de qui il s'agissait, dans l'esprit du ministre, mais, quand il a su qu'il s'agissait de pressions relativement au stoppage des raids policiers au Victoria Sporting Club, il a indiqué clairement au député de Taillon qu'il devait oublier complètement toute intervention là-dessus.

Je pense qu'il serait utile, à ce stade-ci, de vous citer un extrait du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé, à la page 93, où on y lit ceci: "Nous parlons un peu plus loin d'une conversation du 17 juin 1971 entre Dasti et Leduc". Or, si M. Leduc a consulté Me Bienvenue avant le 17 juin, pourquoi ne pas suivre le conseil de son ami et collègue d'éviter ce genre d'ennui éventuel au lieu d'aviser Frank Dasti que le tout semble vouloir s'arranger et de ne pas se décourager? Si, par ailleurs, Guy Leduc a consulté M. Bienvenue après le 17 juin, pourquoi ne pas l'avoir fait avant et laisser ainsi s'écouler deux mois?

Me Bienvenue, pour sa part, qui a également témoigné devant la commission, situe ses recommandations à l'endroit de M. Guy Leduc avant le 3 mai 1971. Donc, c'est le témoignage du ministre de l'Immigration lui-même, avant la deuxième rencontre avec Dasti et Di Iorio et Côté et avant le téléphone d'encouragement, comme dit si bien le député de Taillon, à l'endroit de M. Dasti.

Alors, si le député de Taillon en a parlé au ministre de l'Immigration, c'est qu'il a donné suite, à toutes fins pratiques — et c'est cela la conclusion que je suis obligé de tirer — il a donné suite à son engagement du 16 avril, de voir ce qu'il va faire, ce qu'il peut faire. Cette rencontre avec le ministre de l'Immigration, même si elle n'a rien donné, je l'admets, je prends là-dessus la parole du ministre de l'Immigration, même si elle n'a rien donné, elle était quand même quelque chose qui donnait suite à l'engagement du 16 avril.

Je vous soumetts bien respectueusement, que ce n'était sûrement pas pour bluffer, si une démarche se faisait effectivement. L'entretien entre le ministre de l'Immigration et le député de Taillon a eu lieu, selon le ministre, avant le 3 mai, donc avant que Leduc n'invite à nouveau Dasti et Di Iorio au Club de Réforme le 10 mai. Si c'était là sa façon de ne pas se mêler de l'affaire, comme il le disait devant la commission d'enquête, je trouve qu'il a très bien réussi à ne pas s'en mêler, mais à s'entremêler.

Non content, M. le Président, de cette deuxième rencontre, comme je le disais tout à l'heure, et malgré les avertissements du ministre de l'Immigration, il téléphone, le 17 juin, à M. Dasti, et selon le député de Taillon, c'était un simple téléphone d'encouragement. M. le Président, la commission se l'est posée cette question, je me la pose tout haut. Je pense qu'il y a beaucoup de citoyens qui se la posent tout haut. Comment quelqu'un de sensé peut-il prétendre vouloir éteindre une affaire en appelant le principal intéressé pour l'encourager, lui offrir de l'aider dans ses démêlés avec le ministre du Revenu et le tenir au courant des démarches qu'il aurait faites pour la nomination d'un certain policier en remplacement d'un autre, chose à laquelle je me référais. Et vous trouvez cette interrogation — elle n'est pas

uniquement de moi, elle n'est pas uniquement de la population — vous la trouvez à la page 97 du rapport de la commission d'enquête sur le crime organisé. C'est le premier fil d'événements, cette première chronologie.

Par la suite, après le dépôt du rapport de la commission d'enquête sur le crime organisé, en date du 17 décembre, un autre fil d'événements commence à se dérouler, celui-là, M. le Président, à caractère politique. Il est important de noter que, dès le 19, après qu'on ait dit que la conduite du député, selon le rapport, était inexplicable, dès le 19 décembre, le député de Taillon réagit. Sa première réaction quelle est-elle? Sa réaction est de démissionner comme adjoint parlementaire.

Est-ce qu'on le lui a imposé, du côté ministériel? Est-ce que c'est proprio moto qu'il l'a fait? Je l'ignore. Seuls les membres du cabinet et possiblement le député de Taillon pourraient nous le dire. Mais je pense que c'est assez important. Deux jours après la publication du rapport de la commission d'enquête sur le crime organisé, le député de Taillon ne reste pas coi. Il pose un geste. Il démissionne comme adjoint parlementaire — était-ce un geste spontané de sa part ou si on a mis de la pression — pensant que cela risquerait de moins embêter le gouvernement, s'il n'avait plus de fonctions proches du cabinet.

Par la suite, M. le Président, je vous fais grâce de la série de reportages qu'on a pu voir dans les journaux, vrais ou faux, à l'effet que certains députés libéraux auraient même voulu pousser le député de Taillon à l'expulsion du caucus. Encore une fois, est-ce exact ou n'est-ce pas exact? Je l'ignore. Je sais cependant, M. le Président, et je l'ai déjà déclaré en Chambre, que de nombreux députés ministériels, peut-être pas de nombreux, mais quelques députés ministériels m'ont confié qu'ils désapprouvaient complètement et personnellement l'attitude du député de Taillon, tout au cours de ces tristes événements.

Par la suite, encore une fois, le déroulement des événements politiques: comparution, première comparution, au caucus des députés ministériels, du député de Taillon.

Il en sort toujours membre du caucus et son commentaire — je vous réfère aux journaux du 6 ou du 7 février — a été: Je m'en suis tout de même sorti. Finalement, le vendredi 28 février 1975, le député de Taillon comparait devant le conseil de discipline du Parti libéral du Québec. Après une audition et de longues délibérations en dehors de la présence, semble-t-il, du député de Taillon, les membres du comité demandent à le revoir et, en revenant à la réunion, le député remet sa démission.

Il est assez significatif qu'à la suite de cette démission du caucus libéral et même du Parti libéral, de la part du député de Taillon, le commentaire que le chef d'Etat du Québec émet soit le suivant. Je vous réfère à la Presse du samedi 1er mars. Le premier ministre déclare: "C'est nous qui faisons notre propre nettoyage". Comme aveu et comme appui surtout, si on est sérieux de l'autre côté de la Chambre, à ma motion, je ne pourrais pas trouver plus lourd, soit à cause du personnage politique, soit à cause de l'importance politique de ce personnage

qu'est le premier ministre, mais aussi à cause du fait qu'il est le chef de ce parti duquel, à toutes fins pratiques, disons-le, vient d'être expulsé le député de Taillon.

Ou bien le premier ministre ne sait pas ce qu'il dit quand il parle de nettoyage ce dont je doute — lui aussi, je lui accorde un minimum d'intelligence — ou bien il a vraiment pesé cette phrase. Ne doit-on pas conclure que, pour qu'il y ait nettoyage, il faut qu'il y ait quelque chose de sale quelque part, qu'il faut qu'il y ait quelque chose de reprochable à l'endroit du député de Taillon? C'est cela, ma conclusion. Je ne veux pas la rendre plus émotive qu'il ne le faut, mais devant ces faits constatés non pas par moi, mais par une commission d'enquête qui a totalement le pouvoir de le faire, devant ce fil d'événements, devant ces constatations, je ne peux, comme membre de l'Assemblée nationale, trouver autre chose à faire que de me dissocier, par un geste clair, des agissements qu'on reproche au député de Taillon.

Quant nous aurons à voter, aujourd'hui ou plus tard, je l'ignore, car cela dépendra de la longueur du débat, sur cette motion, la question qu'on devra se poser chacun, en votant pour la motion, c'est: Est-ce qu'on veut se dissocier de ces gestes-là? En votant contre la motion, il devra être clair aux yeux de tous que ceux qui voteront contre cette motion ne sentent aucunement le besoin de se dissocier des gestes du député de Taillon. C'est cela, ce n'est pas plus que cela, la conclusion. Est-ce qu'il nous reste encore suffisamment de décence, dans ce Parlement-ci, pour être indignés par l'attitude constante du député de Taillon depuis 1971? C'est la question qui se pose. Personnellement, j'en suis indigné.

Je veux qu'il soit bien clair que je me dissocie des gestes posés par le député de Taillon. C'est pourquoi je propose "que cette Assemblée réprouve la conduite de M. Guy Leduc, député de Taillon, en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974". C'est là ma motion, M. le Président. Je vais immédiatement cesser mes remarques; je pense que je n'ai pas à élaborer davantage. C'est un jugement, à toutes fins pratiques, que les membres de l'Assemblée nationale auront à poser, jugement, je le répète, qui les implique. Chaque membre devra individuellement — j'insiste sur le mot individuellement — se poser la question: suis-je assez indigné par cela, par l'éclaboussement que cela fait sur la fonction de député — c'est cela la question — pour voter en faveur de cette motion?

Je me demande même, M. le Président — je n'ose même plus le faire, je le faisais dans mes jeunes années de parlementaire où j'étais encore "green", comme on dit — si je ne devrais pas faire appel à la liberté du vote, dans un cas comme celui-là. Je me pose simplement la question tout haut, pour qu'à un moment donné, une ligne ministérielle n'empêche pas un député, à qui il resterait encore suffisamment de possibilité de s'indigner devant ces faits, de voter en faveur de la motion.

Je tiens à le mentionner en terminant, M. le Président, il ne s'agit pas d'une motion pour desti-

tuer le député de Taillon. Si j'avais eu des faits qui me donnaient suffisamment de poids pour soutenir une telle motion, je vous assure que j'aurais fait une motion visant à faire destituer le député de Taillon. Je n'ai pas une preuve suffisamment forte pour le faire. Donc, j'ai pleinement conscience, M. le Président, que la motion, si elle était adoptée, ne ferait pas automatiquement démissionner le député de Taillon de sa fonction de député. Mais je prends le maximum du recours que je peux utiliser dans les circonstances, et — j'espère que les autres membres de l'Assemblée nationale feront la même chose — je me dissocie carrément, en réprouvant sa conduite, du député de Taillon.

Le Vice-Président (M. Blank): Le député de Matapédia

M. Bona Arsenault

M. Arsenault: M. le Président, il est vraiment regrettable que nous soyons présentement engagés dans un débat qui est d'autant plus pénible pour l'un de nos collègues qu'aucun membre de cette Assemblée ne semble posséder la moindre raison sérieuse de douter de sa parfaite intégrité dans l'exercice de ses fonctions parlementaires.

Le député de Taillon, l'objet de cette motion, siège en cette Chambre depuis bientôt neuf ans. Au cours de ces années, il fut membre de plusieurs commissions de l'Assemblée nationale, dont celle des affaires culturelles, du secrétariat de la province, des communications, des bills privés et publics. Il fut toujours remarqué par sa ponctualité, son ardeur au travail, son sens du devoir. A ma connaissance, M. le Président, il a toujours rempli consciencieusement et avec compétence les mandats qui lui ont été assignés.

En dépit de la controverse à laquelle son nom a été associé en ces derniers mois, le député de Taillon a conservé, jusqu'à ce jour — et en dépit aussi des remarques que nous venons d'entendre de la part du député de Maisonneuve — la confiance du premier ministre et du ministre de la Justice de cette province, comme on l'a vu, récemment, en cette Assemblée. Il a conservé la confiance de l'Association libérale du comté qu'il représente en cette Chambre et il a conservé la confiance de tous ses collègues libéraux de l'Assemblée nationale, sans exception.

Je connais peu de nos collègues qui comptent plus d'amis sincères en cette Assemblée, même peut-être chez les membres de l'Opposition, que le député de Taillon.

Qu'est-il donc arrivé pour que le sort s'acharne contre cet homme, notre collègue? M. le Président, à la faveur du climat politique pollué, vicié dans lequel nous vivons présentement, tout peut arriver, même les choses les plus invraisemblables.

Nous avons connu des années où des bombes pouvaient éclater partout et à tout moment, dans cette province. Nous connaissons maintenant l'époque où la réputation de nos hommes publics peut être menacée ou détruite sans motif sérieux, du jour au lendemain.

De quoi le député de Taillon est-il accusé pour qu'une telle mesure de censure soit dirigée contre lui? Est-il accusé de meurtre, de vol à main armée, de fraude? Non. Est-il accusé de malversation? Non plus. Est-il accusé ou s'est-il rendu responsable d'un acte illégal quelconque, si minime soit-il? Aucunement. Alors, de quoi est-il donc accusé?

Il aurait, paraît-il, à deux ou trois reprises — et ce sont les trois reprises qui ont été admises par le député de Maisonneuve il y a quelques instants — communiqué par téléphone ou autrement avec certaines personnes dont la réputation s'est, par la suite, avérée douteuse, voire même mauvaise.

Je m'empresse d'ajouter ici qu'il a parfaitement été établi en cette Chambre, autant par le premier ministre de la province que par le ministre de la Justice, qu'en aucune circonstance, ni directement, ni indirectement, le député de Taillon n'est intervenu en faveur d'aucune de ces personnes auprès d'aucun ministère du gouvernement. Il me semble que cela devrait être clair. Cela devrait aussi porter atteinte à l'échafaudage des faits chronologiques cités par le député de Maisonneuve. Que des personnes, qu'elles s'appellent Dasti, Di Iorio ou d'autres, aient fait des propositions au député de Taillon ou à d'autres députés — cela arrive très souvent — qu'on ait parlé au député de Taillon d'arrêter des tracasseries au sujet d'une barbotte de Longueuil, qu'on lui ait demandé d'essayer d'influencer le ministère de la Justice relativement au remplacement d'un policier du Québec ou autre chose, nous ne nions pas ces faits. C'est tout à fait possible.

Mais ce qu'il y a d'important, de très important — ce qui n'a pas été mentionné par le député de Maisonneuve — c'est que le député de Taillon n'a jamais donné suite aux demandes qui lui ont été faites par ces personnages. Si le député de Maisonneuve a vraiment des reproches à adresser, c'est à M. Dasti, à M. Di Iorio et à ces gens plutôt qu'au député de Taillon qu'il doit les faire.

Mais voilà ce que les membres de cette Commission de police ou la Commission d'enquête sur le crime organisé, comme on l'a appelée, n'ayant pu l'expliquer dans leur rapport, ont qualifié d'incompréhensible ou d' inexplicable. Mais cette commission — et c'est très important qu'on le note — n'a rien retenu contre le député de Taillon. Inexplicable, dit la commission. Pourtant, se trouve-t-il un seul membre en cette Chambre, un seul député — cela inclut également le député de Maisonneuve — qui pourrait affirmer, la main sur sa conscience, dans l'exercice de sa profession ou en sa qualité de député, n'avoir jamais communiqué par téléphone ou autrement qu'avec des gens vertueux, qu'avec des personnes dont la réputation est à l'abri de tout reproche, qu'avec des saintes nitouches? Et si dans l'exercice de notre fonction de député du peuple, de représentants de la population de nos comtés, si dans l'exercice de ces fonctions nous sommes tous exposés, autant que nous en sommes — et ce sont là les risques du métier — à adresser la parole, un jour ou l'autre, à des gens dont la réputation n'a pas toujours été éprouvée.

Pourquoi un tel étalage de pudibonderie à l'endroit de notre collègue de Taillon? Pourquoi surtout

lui jeter la première pierre à lui qui, comme la plupart d'entre nous, a une femme et des enfants qui l'adorent, a des amis qu'il voudrait conserver et qui, comme nous tous, tient au bien le plus précieux de l'homme public: sa réputation, à laquelle la carrière politique d'un député est si intimement liée?

M. le Président, il y a une vingtaine d'années, alors que la plupart des compagnies d'aviation ne possédaient que des appareils à hélices, l'usage des réactés n'ayant pas été alors généralisé, il arrivait fréquemment que des envolées étaient contremandées en raison de la mauvaise température. Je me trouvais aux Etats-Unis, un jour, alors que je fus informé que l'envolée que je devais prendre subirait plusieurs heures de retard. Me rendant au guichet de la compagnie d'aviation, afin de connaître la raison de ce retard, un préposé me dit en anglais, évidemment: "The weather is not up to our standard, qui peut se traduire: Les conditions atmosphériques ne correspondent pas à nos normes. J'ai trouvé cette phrase, M. le Président, tellement caractéristique, tellement savoureuse que je ne l'ai jamais oubliée. Je vous en donne la preuve aujourd'hui.

En bien allons-nous, M. le Président, devoir diviser nos électeurs et nos électrices, nous, députés, en deux catégories, les bons et les méchants, ne consentant, comme députés, qu'à adresser la parole aux bons et faisant dire aux autres, en parodiant la phrase anglaise que je viens de citer: Your reputation is not up to my standard. I will not talk to you, ce qui, en d'autres termes, pourrait être ce que la secrétaire pourrait annoncer: Mon patron, M. le député, n'adresse pas la parole aux personnes dont la réputation ne correspond pas à ses normes.

M. le Président, ce sont là mes derniers mots. Aussi ridicule que cela puisse paraître, c'est exactement dans cette direction d'une telle absurdité que nous conduirait l'adoption de la motion du député de Maisonneuve contre laquelle je me ferai un grand plaisir de voter. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Blank): Le député d'Anjou.

M. Yves Tardif

M. Tardif: M. le Président, j'ai été un peu désappointé, je dois le dire, lorsque j'ai pris connaissance de la motion du député de Maisonneuve, qui demandait aux membres de cette Chambre de réprover la conduite du député de Taillon pour les agissements qui ont fait l'objet de l'étude de la Commission de police et qui ont fait également l'objet de son rapport du mois de décembre 1974. J'avouerai que j'ai été un peu désappointé parce qu'à première vue, il ne me semblait pas que les éléments allégués par le député de Maisonneuve étaient suffisants pour que les membres de cette Assemblée approuvent la motion qu'il avait présentée. Je me suis dit, malgré tout, même si je n'étais pas convaincu, loin de là: Je vais écouter avec attention le discours du député de Maisonneuve afin de savoir s'il va réussir à me convaincre, quant à moi — je ne parle pas pour les

autres membres de l'Assemblée nationale — que le député de Taillon a eu une conduite qu'il est nécessaire de réprover.

Malgré le discours que j'ai écouté avec attention, M. le Président, je n'ai pas été convaincu. Au contraire, j'ai été, en fait, beaucoup plus convaincu par le discours du doyen de cette Chambre, l'honorable député de Matapédia, qui a su replacer dans leur contexte certains faits ou certaines situations qui se sont produites au cours des derniers mois et au cours des dernières années, situations qu'a vécues le député de Taillon.

Le député de Maisonneuve a dit: J'ai l'intention de faire une analyse des faits, de ne pas céder à l'émotivité et aux passions qui peuvent facilement intervenir au cours d'un tel débat. Je pense qu'on doit reconnaître qu'effectivement il a maintenu une attitude dépourvue d'émotion, dépourvue d'émotivité également, et que le débat a été relativement serein.

Moi aussi, M. le Président, j'aimerais m'en tenir aux faits. Il y en a deux, à mon avis, qui sont plus importants que d'autres. Il y a deux faits qui me permettent de porter un jugement de valeur sur la motion présentée par le député de Maisonneuve et qui m'incitent à rejeter cette motion parce qu'elle me paraît mal fondée.

D'abord, la Commission de police du Québec a étudié, pendant des semaines ou des mois, ce qu'on a convenu d'appeler l'affaire Laporte. A cette époque, la Commission de police avait à sa disposition des ressources considérables, c'est-à-dire qu'elle avait des policiers-enquêteurs qui travaillaient pour elle. Elle avait également des enregistrements à sa disposition et elle pouvait se procurer des documents qui lui permettaient d'étayer sa preuve ou d'étayer les soupçons qu'elle pouvait entretenir à l'égard de certaines personnes pouvant être reliées de près ou de loin au crime organisé.

Il était beaucoup plus facile, je pense bien, pour une commission d'enquête d'en arriver à faire la lumière sur certains faits. Les enregistrements n'étaient pas couramment utilisés, il y a quelques années, mais ils le sont maintenant beaucoup plus facilement, de sorte qu'on peut, lorsqu'on interroge un témoin, le confronter avec des enregistrements qui ont été faits précédemment et auxquels il a participé, auxquels il a été impliqué.

Si une personne ne dit pas la vérité — on en a vu plusieurs exemples jusqu'à présent — il est facile pour les commissaires de faire jouer les enregistrements et de dire à la personne qui témoigne: Est-ce que vous reconnaissez votre voix? Si vous reconnaissez votre voix, ne vous rendez-vous pas compte que vous dites maintenant le contraire de ce que vous disiez à l'époque?

Mais, malgré toutes les ressources dont a disposé la Commission de police du Québec, malgré qu'elle ait fait, sur ce cas, une enquête qui a duré, à ma connaissance, des semaines, sinon des mois, la Commission de police du Québec n'a pas jugé opportun de condamner le député de Taillon. La conclusion est textuelle. Tout à l'heure, j'écoutais le député de Maisonneuve qui nous l'a rapportée, à ma connaissance, incorrectement, à moins que j'aie mal

compris. Mais la Commission de police a dit du député de Taillon ce qui suit: "La conduite du député Guy Leduc, par ailleurs, nous apparaît inexplicable."

Donc, la Commission de police a conclu que la conduite du député de Taillon était inexplicable. Elle aurait, évidemment, pu employer d'autres termes — je reviendrai, tout à l'heure, sur les autres termes qu'elle aurait pu employer — mais ne l'a pas fait.

On peut se poser des questions. Est-ce parce qu'il s'agissait d'un député libéral et que la Commission de police avait peur d'offenser le pouvoir? Je ne le pense pas. Au contraire, si on se réfère au cas de MM. Côté et Gagnon, qui sont et qui ont été des libéraux reconnus, on se rend compte que la Commission de police n'a pas hésité, dans leur cas, à trouver répréhensible leur conduite et à suggérer, implicitement je pense bien, au procureur général d'étudier la possibilité d'intenter des poursuites contre les deux personnes en question.

Il ne s'agissait donc pas d'une peur qu'aurait eue la Commission de police de juger répréhensible ou condamnable la conduite du député de Taillon, puisque dans le cas de MM. Côté et Gagnon, qui sont des libéraux reconnus, elle n'a pas hésité à trouver leur conduite répréhensible et condamnable.

C'est le premier fait et je pense qu'il est important. En effet, comme je le disais tout à l'heure, la Commission de police du Québec a eu l'occasion d'étudier en long et en large cette question. Elle disposait de ressources considérables, de ressources dont nous ne disposons pas et qui font qu'il nous est difficile, quant à nous ou quant à moi personnellement, de porter un jugement de valeur sur la conduite du député de Taillon.

Si la Commission de police n'a pas jugé bon de déclarer que la conduite du député de Taillon était répréhensible ou condamnable, comment pourrions-nous le faire?

Tout ce qu'elle a déclaré, c'est que sa conduite était inexcusable. Je reviendrai, comme j'ai dit tout à l'heure, sur le terme "inexcusable" et ce qu'il veut dire. Donc, c'est un premier élément, M. le Président, qui m'incite à voter contre la motion du député de Maisonneuve parce que je ne suis pas en mesure, moi, n'ayant pas assisté aux auditions de la Commission de police, n'ayant pas assisté ou participé aux délibérations des commissaires, ne disposant par des éléments de preuve qui ont été recueillis ou des enregistrements que la commission avait en sa possession, je ne suis pas en mesure, dis-je, de porter un jugement de valeur, comme le député de Maisonneuve voudrait que nous le fassions.

Deuxièmement, M. le Président, il n'y a pas seulement une enquête faite par la Commission de police qui a eu lieu, mais il y a eu également une enquête administrative faite par le bureau du premier ministre et le ministre de la Justice. Afin de nous éclairer et de nous rafraîchir la mémoire, M. le Président, j'aimerais lire quelques extraits du journal des Débats, aux pages 24 et 25, en date du 19 mars 1975, qui font état de cet échange entre le député de Taillon, le premier ministre et le ministre de la Justice.

Donc, le 19 mars dernier, le député de Taillon posait la question suivante au premier ministre: "M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre et/ou au ministre de la Justice. Est-ce que le premier ministre a terminé son enquête quant à la recherche pour savoir si, à l'intérieur des ministères ou du gouvernement, j'aurais fait des pressions en faveur des gens que j'ai rencontrés et dont il a été question à la CECO? Est-ce que le ministère de la Justice a fait une enquête dans le même sens? Est-ce que le ministre de la Justice en vient à la conclusion qu'il y a possibilité de poursuites? Est-ce que la Sûreté du Québec, la CECO ou le ministère de la Justice possèdent des films, des bandes sonores, des photos à mon sujet relativement à des rencontres avec D'Asti et Di Iorio autres que ceux qui ont été mentionnés lors de mon témoignage?"

En somme, M. le Président, il s'agissait d'une question quadruple dans laquelle le député de Taillon demandait au premier ministre s'il avait terminé son enquête et s'il y avait des conclusions défavorables à son égard; deuxièmement, le député de Taillon demandait au ministre de la Justice si lui-même avait fait une enquête, si lui-même ou son ministère avait fait une enquête; troisièmement, le député de Taillon demandait au ministre de la Justice s'il avait l'intention d'entreprendre des poursuites contre le député de Taillon à la suite des agissements de ce dernier; quatrièmement, le député de Taillon demandait au ministre de la Justice si le ministère, la CECO ou la Sûreté du Québec possédaient d'autres preuves, c'est-à-dire d'autres documents, d'autres enregistrements ou d'autres preuves audiovisuelles qui incrimineraient le député de Taillon.

C'est le premier ministre qui a répondu à cette question et qui a répondu de la façon suivante: "M. le Président, si je me souviens bien, dans le rapport lui-même, il n'était pas dit que le député avait fait aucune intervention. Il y a eu une enquête administrative de ma part, et c'était à ce niveau que je pouvais la faire, par mon chef de cabinet, auprès des différents ministères. Dans cette enquête, il a été révélé que le député de Taillon n'avait fait aucune intervention pour favoriser les gens qui pouvaient être mentionnés dans le rapport. Cela peut-être dit très clairement et je crois que c'est confirmé par le rapport lui-même.

"Pour ce qui a trait au secteur qui relève du ministère de la Justice, je pense que le ministre de la Justice peut répondre, mais moi, je puis donner l'assurance au député de Taillon qu'à la suite de l'enquête administrative qui a été faite par mon bureau, il n'y a aucune indication, et je l'avais déjà dit publiquement, qui révèle que le député de Taillon ait fait des interventions pour favoriser ou aider de quelque façon que ce soit les personnes mentionnées dans le rapport."

En somme, M. le Président, dans la première partie de sa réponse, le premier ministre dit qu'une enquête a été faite et qu'à la suite de cette enquête, il a cru se rendre compte ou constater que le député de Taillon n'a fait aucune intervention en faveur ou relativement aux personnes qui sont mentionnées dans le rapport en question. Il y a eu ensuite un échange de quelques interjections entre le député

de Maisonneuve, le premier ministre et le ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice a répondu en deuxième partie ce qui suit: "M. le Président, je dois dire au député de Taillon qu'à ma connaissance, il n'est jamais intervenu au ministère de la Justice, suite aux rencontres et conversations qu'il a pu avoir avec certains personnages et qui sont mentionnés dans ce rapport que j'ai déposé au mois de décembre, rapport qui provenait de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

"Deuxièmement, je dois dire que j'ai fait examiner le contenu de ce rapport par les officiers de mon ministère, par des procureurs, des substituts du procureur général à Montréal, par des avocats de l'extérieur, parmi lesquels il y en a un de très grande réputation, et que le ministère de la Justice n'entend prendre aucune poursuite criminelle contre le député de Taillon."

Le ministre de la Justice continue un peu plus loin en disant:

"M. le Président, la Sûreté du Québec ne possède aucun film relativement en fait au député de Taillon. Quant à d'autres enregistrements que ceux qui sont cités dans le rapport de la CECO auxquels j'ai fait allusion tout à l'heure, du début du mois de décembre, il est possible qu'il y ait d'autres conversations. Vous comprenez que je ne peux pas dire d'une façon exhaustive tout ce que la Sûreté peut posséder ou pas, mais on peut présumer, je pense, facilement que les conversations qui étaient pertinentes à l'enquête qu'a poursuivie la Commission de police et qui visaient le député de Taillon ont été produites devant cette commission.

Ce sont celles que tout le monde peut lire dans le rapport, qui a d'ailleurs été déposé ici à cette Assemblée nationale. Dans la deuxième partie de la réponse, M. le Président, le ministre de la Justice affirme donc d'une façon catégorique qu'une enquête a été faite et que cette enquête n'a révélé aucune intervention, de la part du député de Taillon, en faveur des personnes qui sont mentionnées dans le rapport de la Commission de police du Québec.

A la lumière de ces faits, à la lumière des deux déclarations faites ici en Chambre, le 19 mars dernier, par le premier ministre du Québec et par le ministre de la Justice — déclarations qui soit dit en passant étaient très catégoriques — je pense qu'on peut conclure, sans l'ombre d'un doute, qu'une enquête administrative poussée à été faite et que cette enquête administrative n'a permis de découvrir aucune tentative, de la part du député de Taillon, d'intervenir en faveur de personnes qui seraient reliées d'une façon ou d'une autre au crime organisé.

Voilà deux faits, M. le Président, qui me paraissent tout de même importants. Certes, pourraient rétorquer des membres ou des personnages malicieux, est-ce que le ministre de la Justice n'aurait pas essayé de couvrir certains faits ou n'aurait pas essayé de cacher certains faits? Je pense qu'on peut apporter deux réponses à cette question qui pourrait provenir de personnes malicieuses, si elles existent.

Tout d'abord, je pense que tout le monde sait que le ministre de la Justice est une personne intè-

gre et qu'il remplit très efficacement, très adéquatement, honnêtement et équitablement, son rôle de ministre de la Justice et de juriconsulte du gouvernement du Québec. Cela je pense qu'il en a donné maintes et maintes preuves jusqu'à présent et qu'on ne peut mettre en doute l'honnêteté du ministre de la Justice.

D'autre part, est-ce qu'on pourrait rétorquer que le ministre de la Justice a peur de s'attaquer à des libéraux et de les poursuivre en justice? Encore là, M. le Président, c'est un argument qui ne tient pas debout, pour la raison suivante. C'est que dans le cas de MM. Côté et Gagnon, auxquels j'ai fait allusion tout à l'heure et qui sont évidemment des libéraux bien reconnus, le ministère de la Justice n'a pas hésité à poursuivre ces deux libéraux. Des plaintes, à la suite de la publication du rapport de la Commission de police, ont été prises et ces personnes ont été accusées d'un certain nombre d'infractions qu'il ne m'appartient pas de commenter ici, étant donné que c'est sub judice.

Mais tout cela pour affirmer, M. le Président, que le ministre de la Justice n'hésiterait sûrement pas, s'il y avait une collusion quelconque qui aurait pu exister à un moment donné entre le député de Taillon et certains personnages louches, à prendre les mesures qui s'imposent, plus particulièrement à prendre des poursuites judiciaires.

Ce sont deux faits qui me paraissent pertinents et qui démontrent, hors de tout doute, que toutes les enquêtes possibles et imaginables ont été faites et qu'on ne peut absolument pas conclure que le député de Taillon est intervenu de façon à favoriser les desseins malicieux ou autres de personnages qui pourraient être reliés d'une façon ou d'une autre, encore là, à la pègre ou à la mafia.

M. le Président, la Commission de police a conclu: La conduite du député de Taillon est inexplicable. La Commission de police n'a pas conclu que la conduite du député de Taillon était inexcusable, répréhensible, condamnable ou malicieuse. Elle a conclu que sa conduite était inexplicable. Inexplicable est un terme relativement neutre qui se définit ainsi. Inexplicable c'est une chose qu'il est impossible ou très difficile d'expliquer, qui paraît bizarre du fait même qu'on ne l'explique pas. Et on donne, dans le Petit Robert, des synonymes comme énigmatique, étrange, impénétrable, incompréhensible, inconcevable, indéchiffrable, mystérieux et obscur.

En somme c'est un terme qui est plutôt neutre, qui ne porte pas un jugement de valeur sur la conduite d'une personne, mais qui veut dire que ce n'est pas clair, que c'est un peu obscur; rationnellement, c'est peut-être difficile à expliquer. Mais ce n'est pas la même chose qu'un terme comme inexcusable ou répréhensible ou condamnable ou malicieux.

Si la Commission de police, entre autres, avait jugé que la conduite du député de Taillon était inexcusable, cela aurait voulu dire qu'il avait eu une conduite qu'il était impossible d'excuser, c'est-à-dire qu'étant donné que c'était une conduite impossible à excuser, on n'aurait pas pu lui pardonner, pour ainsi dire. Sans doute, une motion de réproba-

tion à l'égard du député de Taillon pourrait-elle être plus justifiée à ce moment-là. Le terme "inexplicable" est un terme neutre, qui ne porte pas de jugement de valeur, soit favorable ou défavorable, sur la conduite d'une personne dont, justement, la conduite est qualifiée ainsi.

Le député de Maisonneuve, au début de ses remarques, a cité des déclarations de l'honorable MacEachen, dans un livre vert qui a été publié il y a quelques années — j'ai, malheureusement, oublié la date de publication — qui disait que le député doit placer l'intérêt public avant son avantage personnel et qu'il doit avoir la confiance de la population. J'ai lu à maintes reprises le chapitre 9 du rapport de la Commission de police; nulle part ne puis-je trouver les éléments qui me laisseraient croire que le député de Taillon a placé son avantage personnel avant l'intérêt public. Les arguments du député de Maisonneuve n'ont pas été plus convaincants à cet égard et je pense qu'il a failli dans sa tâche de démontrer que le député de Taillon avait enfreint, pour ainsi dire, la première partie de la proposition de l'honorable MacEachen dans son livre vert.

D'autre part, M. MacEachen disait également que le député doit avoir la confiance de la population. C'est peut-être difficile de mesurer la confiance d'un député. Le vrai test, le test ultime, en somme, c'est à l'occasion d'une élection. On peut toujours, évidemment faire des sondages entre les élections pour essayer de savoir si, après un événement un peu spectaculaire — ceci peut sans doute être considéré comme un événement spectaculaire — un député a conservé la confiance et l'estime des personnes qui l'ont élu pour les représenter soit à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des communes.

Un semblant de test a été fait dans le comté de Taillon où on a monté de toutes pièces, sans doute habilement aidé par le Parti québécois, il faut le dire, une opération Dignité qui visait à récolter un assez grand nombre de signatures demandant la démission du député de Taillon. Les premiers jours, cela semblait bien aller parce qu'il y avait des chiffres, surtout dans le Jour, faisant état du nombre de personnes qui avaient signé cette pétition demandant la révocation ou la démission du député de Taillon. C'était un chiffre qui se situait — je ne me rappelle pas, M. le Président — dans les 1,500 ou dans les 2,000. Mais c'est assez bizarre parce qu'au bout de quelques jours on n'a plus entendu parler de cette opération Dignité, probablement parce que les résultats escomptés n'étaient pas assez élevés. J'ai non seulement l'impression mais j'ai la conviction que cette opération Dignité a avorté, tout simplement, et que les organisateurs, sûrement épaulés d'une façon tangible par le Parti québécois dans ce comté, ont préféré mettre la pédale douce sur cette opération et sur la publicité entourant cette opération Dignité.

Certes, vous me direz qu'ils ont peut-être recueilli 2,000 ou 3,000 signatures mais je suis convaincu que ce n'était peut-être pas tellement difficile pour eux-autres de convaincre certains péquistes qu'il était dans l'intérêt du Parti québécois, ou certains séparatistes, si vous préférez, comme

le mentionnent mes confrères autour de moi, de signer la pétition demandant la démission du député de Taillon. C'eût été un succès, nous en aurions sûrement entendu parlé. On doit, à mon avis, conclure que cela a été un échec. A mon avis, encore là, le député de Taillon conserve la confiance de ses électeurs dans Taillon; j'en suis persuadé, M. le Président.

En conclusion, la motion du député de Maisonneuve me paraît tout simplement mal fondée. Elle était mal fondée *prima facie*, elle est encore mal fondée après l'audition des arguments qu'il a cru présenter devant les membres de cette Chambre. Quant à moi, je suis persuadé que le député de Taillon pourra sortir de ce débat affligé — hélas, parce que lorsqu'on s'attaque à la réputation d'une personne, ce n'est jamais une chose tellement drôle — la tête haute.

Nous tous, nous l'appuierons unanimement dans ce vote qui aura lieu tout à l'heure.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Le leader du gouvernement.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque: M. le Président, nous avons devant nous, ce matin, une motion du député de Maisonneuve, qui nous demande de réprover la conduite du député de Taillon en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé, en date du 10 décembre 1974.

Il s'agit là, M. le Président, comme vous l'avez vous-même souligné au début de cette séance, d'une procédure assez rare et qui doit être traitée avec grande prudence. Cette prudence, d'ailleurs, est justifiée, lorsque l'on songe que l'on traite un sujet extrêmement délicat, c'est-à-dire la réputation d'un collègue. Cette réputation, si on veut la qualifier, la modifier quant à l'image qu'elle donne, à ce moment, je crois que la plus grande prudence est de rigueur.

M. le Président, pour nous éclairer, nous devons faire comme les deux collègues qui m'ont précédé, examiner les faits. Les faits ont été rappelés par le député de Maisonneuve et ont été repris par les députés de Matapédia et d'Anjou. Personne, comme on l'a mentionné, n'a ajouté un élément de preuve qui puisse nous permettre de conclure autrement que la commission d'enquête qui a été mise sur pied pour examiner plusieurs questions dont celle-là.

M. le Président, après que la commission d'enquête eut fait son enquête, elle n'a pas conclu autrement que comme ceci: "La conduite du député de Taillon nous apparaît inexplicable."

Alors, M. le Président qui sommes-nous pour tenter de modifier cette conclusion? Comment pouvons-nous trouver une autre conclusion que celle de cette commission ayant à sa disposition toutes les ressources humaines et matérielles afin de faire la lumière sur cette question? Qui sommes-nous, comme collègues du député de Taillon, pour arriver à une conclusion différente?

Serions-nous à une période sombre de l'histoire humaine? Serions-nous dans une période d'inquisition? Devrions-nous poursuivre ce qui me semble du harcèlement? Devrions-nous nous instituer inquisiteurs plutôt que juges? Parce qu'il faut bien admettre — je le dis après avoir consulté plusieurs éminents juristes — que la conclusion à laquelle la commission est arrivée cause plus de préjudice au député de Taillon qu'une décision claire et nette de la commission, laissant suspendue au-dessus de la tête de notre collègue cette épée de Damoclès.

Le député de Taillon ne peut pas être l'objet d'accusation, il n'y a aucune preuve, comme le disait le député de Maisonneuve, qui puisse nous amener à porter des accusations, mais, en même temps, il n'y a pas là, dans cette conclusion, suffisamment de précisions pour permettre de dire qu'il a été exonéré de tout bâme.

C'est cette situation ambiguë dans laquelle se trouve présentement notre collègue. Mais ce que nous avons devant nous, c'est la conclusion d'une commission royale d'enquête qui dit que la conduite du député lui paraît inexplicable.

Comme le disaient mes collègues qui m'ont précédé, nous ne croyons pas que devant une telle conclusion nous devrions nous acharner sur le député de Taillon pour porter une accusation additionnelle en blâmant ou en réprouvant sa conduite.

On me permettra d'ajouter à l'opinion des juristes dont je parlais tout à l'heure qu'il n'y avait absolument rien dans la preuve qui puisse justifier une mise en accusation. Il n'y avait rien dans la preuve contenue dans le rapport d'enquête qui soit de nature à nous amener à une conclusion qui serait de condamner le député de Taillon.

Ces juristes ajoutaient encore, je le répète, qu'il eût mieux valu ne pas arriver, dans l'intérêt même du député de Taillon, à une conclusion comme celle-là.

Le Parlement britannique, le système parlementaire britannique a toujours été caractérisé par le *fair play*, c'est connu, et nous sommes les héritiers de ce système parlementaire. Nous devrions, encore une fois, faire preuve de ce *fair play*. Est-ce que nous respecterions le *fair play* britannique en condamnant, en réprouvant, en nous acharnant plutôt que de regarder avec une grande objectivité et une grande sérénité le rapport de la commission d'enquête qui, je le répète, avait à sa disposition tous les moyens nécessaires pour faire la lumière sur cette question?

Je n'ai pas l'intention de poursuivre davantage, mes prédécesseurs ayant bien expliqué la situation. Il n'y a eu aucune accusation de portée. L'enquête a révélé qu'il n'y avait pas lieu d'en faire. Il n'y a eu, cela est, je pense, l'élément important, aucune intervention connue de la part — je le dis connue parce qu'une enquête a révélé que, dans chacun des ministères, à la question posée, on avait reçu une réponse négative — du député de Taillon auprès des autorités gouvernementales pour donner suite aux demandes faites par des électeurs.

Est-ce qu'on condamnerait quelqu'un, un député parce qu'il répond à une demande, parce qu'il reçoit des demandes qui ne sont pas légales? Est-ce qu'on doit juger? Vous-même, M. le Président, avez

rappelé, au début de la présente séance, qu'il était important de juger un député sur ses actions parlementaires. En quoi le député de Taillon a-t-il, comme parlementaire, agi d'une façon illégale? En quoi a-t-il donné suite, comment a-t-il donné suite aux demandes qui lui avaient été faites?

Je n'ai pas à qualifier la conduite du député autrement que celle à laquelle arrive, en conclusion, la commission d'enquête, le mot inexplicable. C'est pourquoi je vais faire une motion, dans quelques instants, pour que cette motion que nous avons devant nous ne laisse pas entendre — dans sa rédaction actuelle elle peut le laisser entendre — qu'il y ait quelque chose de répréhensible, qu'on ait trouvé quelque chose de répréhensible dans la conduite du député de Taillon à la commission d'enquête. Il ne faudrait pas que dans les procès-verbaux de l'Assemblée nationale on laisse cette motion. Quel qu'en soit le sort, il ne faudrait pas qu'on dise simplement qu'on réprovoque la conduite de M. Guy Leduc, député de Taillon, en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé, mais on doit en même temps dire quelle est la conclusion à laquelle est arrivée cette commission d'enquête, pour être juste envers le député de Taillon.

Ce qui nous inspire, ici, à cette Assemblée, ce matin, ce ne sont pas des questions d'ordre partisan. Le député de Taillon a lui-même décidé de démissionner. Ce n'est pas pour des questions partisans. C'est une question de justice qui nous inspire. Cela arriverait à un député de l'Opposition officielle ou d'une autre opposition, ou à un député du côté ministériel, le même sentiment d'objectivité, de justice et d'équité doit nous animer. Ce même sentiment, c'est celui qui nous amène à dire: Ne laissons pas dans un procès-verbal ce genre de motion qui laisse entendre toutes sortes de choses. Soyons donc francs, soyons donc honnêtes. On parle d'honnêteté, de l'autre côté. Que l'on soit honnête jusqu'au bout et que l'on dise que la commission d'enquête a conclu non pas que la conduite était répréhensible mais que la conduite était inexplicable. Je vais insister, dans un instant, pour que la motion dise que cette conclusion a été celle que je viens de mentionner.

M. le Président, cela me surprend du député de Maisonneuve, je le dis en toute amitié. Cela me surprend que quelqu'un qui me paraît tellement imbu de justice, imbu de tout ce qui a trait à la protection des droits de l'homme et que son groupe, qui est toujours à côté des gens qui ne sont pas toujours les plus vertueux, de ceux qui...

M. Burns: Comme?

M. Levesque: Je parle simplement de la Loi des mesures de guerre; je pense simplement à des gens qui sont aujourd'hui derrière les barreaux. Je pense à des gens, M. le Président...

M. Burns: Vous vous rendez compte?

M. Levesque: On s'inquiète de la température qu'il fait à Parthenais. Est-ce qu'on est bien traité?

Est-ce que les droits de l'homme sont bien protégés? Est-ce que ces gens reçoivent un traitement équitable? On s'occupe de gens qui ont été condamnés par la justice, de gens qui ont commis des crimes, on s'inquiète de voir à ce que rien ne leur soit fait, que leurs droits soient absolument protégés. Et en même temps, ce matin, alors que quelqu'un n'est pas accusé, un collègue, pardessus le marché... Mais qu'est-ce qui nous inspire, à ce moment-ci, pour ajouter cet acharnement, ce harcèlement contre le député de Taillon?

Je reviens à ma première question, des gens imbus, justement, ou qui se disent imbus d'un esprit de fair play, de justice et qui veulent voir à ce que même les bandits aient un traitement équitable.

Ils veulent qu'ils dorment bien la nuit, qu'ils n'aient pas trop d'heures fatigantes, qu'ils aient des loisirs.

M. le Président, je demande à ceux qui sont censés être imbus, comme nous le sommes, et nous voulons tous l'être, des droits de l'homme, de la protection de la réputation, de respecter la réputation d'un homme. C'est son droit le plus précieux. Y a-t-il quelque chose de plus précieux que la réputation d'un homme? Il me semble qu'il a eu l'occasion de s'expliquer, devant la commission, et la commission a eu l'occasion elle-même d'apporter tous les faits, d'examiner toute cette situation. Nous n'avons pas à nous substituer aux commissions royales d'enquête, nous n'avons pas à poursuivre le député de Taillon jusque dans ses derniers retranchements et dire: Ce n'est pas assez, nous allons continuer, nous allons le harceler. Où sont ses droits au député de Taillon? Sa réputation, qu'en fait-on?

On veut se dissocier d'un collègue qui a été imprudent, peut-être, mais se dissocier dans un geste comme celui-ci, qui est une motion, ce n'est pas simplement dire à un collègue, comme disait le député de Maisonneuve tout à l'heure: Il y a des gens qui m'ont dit que le député de Taillon n'aurait pas dû faire affaire avec ces gens-là, etc. Mais ce n'est pas ça, ce n'est pas le même genre de choses qu'on nous demande ce matin. On nous demande d'inscrire, dans les procès-verbaux de l'Assemblée nationale, l'acceptation d'une motion de réprobation vis-à-vis de notre collègue. Je dis que je ne puis pas accepter, premièrement, que la motion soit décidée dans sa rédaction actuelle. En second lieu, je ne suis pas prêt, quant à moi, à ajouter, à tout ce qu'a souffert le député de Taillon jusqu'à maintenant, une condamnation que la cour, que la commission royale d'enquête n'a pas rendue, elle. Qui sommes-nous pour nous substituer à une telle commission?

Motion d'amendement

C'est pourquoi je propose que la motion en discussion soit amendée afin d'ajouter les mots suivants: "Laquelle concluait que la conduite du député Guy Leduc lui apparaissait inexplicable."

C'est le mot à mot.

M. Burns: Inexplicable.

M. Levesque: Inexplicable. Page 147.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Le député de Maisonneuve.

M. Robert Burns

M. Burns: M. le Président, sur la motion d'amendement du leader du gouvernement, je me pose des questions à l'endroit de la logique qui anime mon bon ami et vis-à-vis, le député de Bonaventure, lorsque...

Y a-t-il quelque chose qui dérange le député de Bourget?

Cela le dérange que je parle.

M. Boureault:... que vos acolytes appellent M. Paul Rose, à la télévision hier soir, vous n'avez pas appris ça.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Burns: C'est le parlementarisme qui vous dérange.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): A l'ordre, s'il vous plaît!

La motion d'amendement, s'il vous plaît!

M. Levesque: Le député peut-il me dire s'il exerce son droit de réplique ou s'il parle sur la motion d'amendement?

M. Burns: C'est sur votre motion.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Sur la motion d'amendement.

M. Burns: Je veux tout simplement dire que, au fond, je me pose des questions sur la logique qui anime le leader du gouvernement d'amener les mêmes mots que ceux qui paraissent dans le rapport de la Commission de police. Je l'ai entendu tout à l'heure nous dire que le rapport de la Commission de police, selon l'avis d'un certain nombre d'experts et d'avocats que le gouvernement avait consultés, avait nui encore plus au député de Taillon, parce qu'il n'était pas une condamnation précise.

M. Levesque: Il faut bien dire...

M. Burns: Cette imprécision, le leader du gouvernement...

M. Levesque: Il faut dire...

M. Burns:... l'amène dans la motion, alors que par ma motion, j'ai très bien et très clairement indiqué — peu importe que je n'aie pas réussi à convaincre plus de députés ministériels qu'il n'en faut — que c'était l'ensemble des événements auxquels a été mêlé le député de Taillon qui me portait à demander qu'on réprovoie sa conduite. Le fil des événements, je l'ai fait, je pense, de la façon la plus précise possible, tant au point de vue des dates qu'au point de vue des références aux témoignages

devant la Commission d'enquête sur le crime organisé.

M. le Président, on voit dans ma motion, du côté ministériel, de la part du leader du gouvernement, une intention de harcèlement; c'est le mot même utilisé...

M. Levesque: Gardez cela pour la réplique.

M. Burns: Pardon?

M. Levesque: Gardez cela pour la réplique.

M. Burns: Bien, je peux bien garder cela pour la réplique, si vous voulez. Mais simplement, M. le Président, je...

M. Levesque: A moins que le député veuille qu'on dispose tout de suite de l'amendement.

M. Burns: Non, je garderai cela pour ma réplique.

M. Levesque: Si vous êtes d'accord sur l'amendement, aussi bien...

M. Burns: Je ne suis pas d'accord sur l'amendement, M. le Président.

M. Levesque: Ah! bon.

M. Burns: C'est justement ce que je suis en train de dire. Je trouve que ce que j'ai mentionné comme fil d'événements est une réprobation, si vous voulez, à l'endroit de l'ensemble de ces agissements, alors que la motion du leader voudrait, à mon avis, diluer la motion en utilisant les mêmes mots que la commission a utilisés, qui, soit disant, de l'avis même du leader du gouvernement, sont plus nocifs pour le député de Taillon que si on avait carrément et clairement exprimé la désapprobation des gestes posés par le député de Taillon. Donc, je ne me sentirai pas capable de diluer ma motion; je devrai voter contre cette motion parce que je croyais, avec l'aide, d'ailleurs, du président de l'Assemblée nationale, avoir fixé, cadré les termes mêmes de ma réprobation à l'endroit du député de Taillon.

Alors, sans plus de commentaires, M. le Président, je vous déclare que je voterai contre la motion d'amendement du leader du gouvernement.

M. Levesque: Est-ce que le député est d'accord pour que — ma motion, évidemment, va être approuvée — l'on attende pour le vote?

M. Burns: Bien, je ne sais pas là.

M. Levesque: Il y a une commission qui siège présentement. On peut présumer que ma motion va être acceptée et vous pouvez commencer votre droit de réplique.

M. Burns: D'accord, d'accord.

M. Levesque: D'accord.

M. Burns: Alors, on considère la motion comme adoptée?

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Est-ce que vous suspendez le vote ou...

M. Burns: J'imagine que ce sera un vote enregistré.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Vous pouvez prendre un vote...

M. Levesque: Inversé, plus tard.

M. Burns: C'est-à-dire qu'en toute logique, de toute façon, M. le Président, même telle qu'amendée, je voterai en faveur de la motion, mais ce contre quoi j'en ai...

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Est-ce que vous êtes prêts à vous prononcer sur cette motion d'amendement?

M. Burns: Oui.

M. Levesque: M. le Président, on a convenu que la motion d'amendement était présumément acceptée, là on va avoir le droit de réplique puis après cela vous ferez vos entrées.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Ecoutez, s'il y avait un vote enregistré, cela conclurait...

M. Levesque: Il va y en avoir un.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Vous allez avoir un vote enregistré. Je n'aime pas beaucoup cela, présumer du résultat d'un vote comme vous le faites là...

M. Levesque: Le droit de réplique.

M. Burns: On va le régler, M. le Président, je demande un vote enregistré.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion d'amendement

Le Président: Que ceux qui sont en faveur de la motion d'amendement proposée par l'honorable leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque, Gameau, Lachapelle, Tetley, Drummond, L'Allier, Harvey (Jonquière), Vaillancourt, Cadieux, Arsenault, Houde (Abitibi-Est), Giasson, Perreault, Brown, Bacon, Blank, Bédard (Montmorency), Veilleux, Cornellier, Houde (Limoilou), Pilote, Lamontagne, Picard, Carpentier, Faucher, Harvey (Charlesbourg), Shanks, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Marchand, Ostiguy, Caron, Ciaccia, Côté, Denis, Dufour, Lachance, Lapointe, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vallières, Verreault.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi).

Le Secrétaire adjoint: Pour 49 — Contre: 6

Le Président: Cette motion d'amendement est adoptée.
L'honorable député de Saguenay.

M. Lessard: M. le Président, puis-je proposer l'ajournement du débat?

Le Président: Il est une heure.

M. Levesque: M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre à mardi, quinze heures.

Le Président: L'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, quinze heures.

(Fin de la séance à 13 heures)